

Bulletin Communiste

ORGANE DU COMITÉ DE LA TROISIÈME INTERNATIONALE
123, rue Montmartre, Paris Hebdomadaire Le Numéro : 50 centimes

SOMMAIRE

Plaidoyer pour Lénine (Georges Sorel). — Le nouveau socialisme et l'action des masses (Henriette Roland-Holst). — Pages écrites en prison (Karl Liebknecht).

Le X^e Congrès du Parti Communiste : Discours de Lénine ; le Congrès et ses conséquences (Karl Radeck). — Poincaré le Sinistre (Henri Guilbeaux).

PLAIDOYER POUR LÉNINE

En publiant il y a deux ans la quatrième édition des Réflexions sur la violence, Georges Sorel ajoutait en appendice « Plaidoyer pour Lénine » qu'il était courageux d'écrire à une heure où les bolcheviks étaient honnis de tous les partis. Nous croyons nécessaire de reproduire ici ces pages trop peu connues du public socialiste.

Le 4 février 1918, le *Journal de Genève* publiait, sous le titre : « L'autre danger », un article dont je reproduis ci-après la plus grande partie.

« La grande vague révolutionnaire venue de l'Orient, se propage en Europe, passe sur les plaines allemandes et vient déjà déferler au pied des rochers de nos Alpes. Nous devons nous attendre à ce que notre pays ait à subir une suprême épreuve avant d'avoir conquis définitivement son droit à l'existence dans le monde renouvelé qu'enfantera la guerre. Nos insipides et vaines querelles entre Romands, et Suisses allemands, sont une page tournée, une triste page à laquelle il ne faut pas revenir. D'autres luttes se préparent, autrement sérieuses. Un autre fossé est creusé qu'il sera plus difficile de combler.

« Il devient de plus en plus évident qu'une agitation internationaliste, concertée et méthodique, se propage dans nos grandes villes. Elle tend à provoquer, par la violence, une révolution qui, de la Suisse, gagnerait de proche en proche les pays voisins.

« Avant la guerre, s'était propagée dans les milieux syndicalistes une doctrine de la force qui avait une évidente parenté avec celle des impérialistes allemands. Dans ses *Réflexions sur la Violence*, Georges Sorel a prêché cet évangile nouveau : « Le rôle de la violence, disait-il, nous apparaît comme singulièrement grand dans l'histoire, pourvu qu'elle soit l'expression brutale et directe de la lutte des classes (1) ». Rien ne se fait que par la violence. Il faut seulement qu'elle s'exerce non plus

de haut en bas, comme autrefois, mais de bas en haut. On ne prétend pas mettre fin à l'abus de la force. On veut que la force change de main et que l'opprimé d'hier devienne le tyran de demain (2) en attendant l'inévitable coup de bascule qui remettra les choses dans leur état primitif.

« Durant leur séjour en Suisse, Lénine et Trotzky ont dû méditer à loisir le livre de Georges Sorel. Ils en appliquent les principes avec la plus redoutable logique... Il leur faut une armée pour imposer à un grand peuple, amorphe et dressé depuis des siècles à la servitude, la domination tyrannique d'une minorité... S'ils veulent mettre fin à la guerre étrangère, c'est aïen de poursuivre plus à leur aise la guerre des classes. Ces militaristes jacobins prétendent établir à leur profit un tsarisme à rebours. Et c'est l'idéal que l'on propose aujourd'hui aux nations européennes.

« En Allemagne, le socialisme s'est imprégné du même esprit despotique. Le marxisme est le frère ennemi du militarisme prussien. Il a le même esprit, les mêmes méthodes, le même culte de la discipline automatique, le même souverain mépris pour toute indépendance individuelle (3).

«... Soyons sans inquiétude. La Suisse est encore un pays où chaque citoyen a une vieille habitude de remplir, au poste qu'il occupe, sa fonction et

(2) J'ai cependant très fortement critiqué dans mon livre la tyrannie si souvent sanguinaire de la Révolution française.

(3) Il n'est pas juste d'imputer au marxisme toutes les pratiques de la social-démocratie allemande, qui était bien plus sous l'influence de Lassalle que sous celle de Marx. Charles Andler disait, en 1897, de Lassalle : « C'est pour assurer la force à la justice idéale qu'il demande, pour l'œuvre d'émancipation du prolétariat, le suffrage universel. Mais aussitôt il est pris de méfiance et, comme s'il avait le sentiment de son erreur, il fait appel, pour introduire ses réformes pratiques, à l'Etat constitué, même militaire et monarchique. De l'oscillation entre les deux systèmes est née une conception constitutionnelle curieuse : une monarchie militaire, associée au suffrage universel et travaillant avec lui, dans une collaboration pleine de conflits, à réaliser l'émancipation sociale. C'est bien là l'Empire de l'Allemagne d'aujourd'hui. » (*Les origines du socialisme d'Etat en Allemagne*, pages 60-61.)

(1) A la page 130, on lit : « La violence prolétarienne, exercée comme une manifestation pure et simple du sentiment de lutte de classe, apparaît comme une chose très belle et très héroïque. » Il est probable que le collaborateur du *Journal de Genève* s'est servi d'une ancienne édition ; je n'ai pas vérifié la référence.

son devoir Il le fait volontairement et librement parce que c'est sa fonction et son devoir, et non parce qu'on a fait de lui un automate... Tout despotisme lui est odieux, qu'il vienne d'en haut ou d'en bas. C'est pour cela que le citoyen suisse, héritier d'un long passé de vie publique, saine et normale, ne se laissera pas imposer des doctrines venues, d'un empire voisin dont les sujets sont encore tenus en état de minorité politique, ou d'une république vieille de quelques mois (4), dont les citoyens improvisés n'ont aucune éducation politique quelconque et ne savent, dans leur immense majorité, ni lire ni écrire.

« Que les *Papierlischweiser* (5), qui commencent à parler chez nous en maîtres et se permettent de dicter à des assemblées trop dociles des ultimatums adressés à nos autorités, se le tiennent pour dit. Nous ne leur permettrons pas de saboter le pays qui les a recueillis. S'ils se figurent que la nation suisse peut servir de bouillon de culture aux vibrations du désordre, ils se trompent fortement. Nous saurons nous préserver des dissensions civiles comme de la guerre étrangère, sachant d'ailleurs que les unes ne seraient que le prélude de l'autre et que la moindre fissure aux murs de notre maison pourrait devenir une brèche ouverte à l'invasion (6) ».

Bien que l'on ait, plus d'une fois, accusé les amis du *Journal de Genève* d'être des agents de la diplomatie occulte de l'Entente, je veux bien croire que le professeur Paul Seippel, en écrivant cet article, n'avait pas le charitable désir d'appeler sur moi l'attention de l'ombrageuse police française. Je n'ai pas besoin de faire remarquer à mes lecteurs que, cet éminent représentant de la bourgeoisie libérale, n'a rien compris à mon livre. Son cas montre, une fois de plus, comment les polémistes qui entreprennent de défendre la civilisation latine contre les barbaries nordiques, orientent leur esprit vers la stupidité.

Je n'ai pas l'intention de mériter l'indulgence des innombrables Paul Seippel que renferme la *littérature de la Victoire*, en maudissant les *bolcheviks* dont la bourgeoisie a si peur (7), je n'ai aucune rai-

(4) La révolution bolcheviste se produisit le 7 novembre 1917.

(5) Les *Sionistes* nomment de même Français de papier timbré les Juifs qui se font naturaliser chez nous.

(6) L'auteur menace évidemment ses compatriotes d'une intervention de l'Entente. Sous le régime du pacifique Louis-Philippe, la Suisse fut deux fois sous le coup d'une invasion française : en 1838, parce qu'elle ne voulait pas expulser le futur Napoléon III, qui était bourgeois du canton de Thurgovie, et en 1848, parce qu'après l'affaire de Sonderbund elle voulait réformer sa constitution dans un sens plus unitaire. Durant la dernière guerre, les engagements que prit l'Entente en faveur de la neutralité suisse étaient peu catégoriques ; le général Brialmont avait écrit que probablement la France envahirait l'Allemagne en traversant la Suisse ; l'état-major helvétique fut très souvent attaqué avec violence par la presse dévouée à l'Entente, parce qu'il avait pris au sérieux les idées du grand ingénieur belge.

(7) Les lièvres d'Union sacrée ont plus peur des *bolcheviks* que des Allemands, et ce n'est pas peu dire ! car l'Allemagne vaincue, humiliée et accablée de charges de guerre effraye encore singulièrement beaucoup de nos patriotes *bourreurs de crânes*. Pour donner un peu de courage à leur clientèle, les rédacteurs des grands journaux parlent ordinairement des révolutionnaires russes sur un ton de fiers-à-bras, dont l'impudence est en rapport avec la terreur qui bouleverse leurs entrailles.

son de supposer que Lénine ait pris des idées dans mes livres, mais si cela était, je ne serais pas médiocrement fier, d'avoir contribué à la formation intellectuelle d'un homme qui me semble être, à la fois, le plus grand théoricien que le socialisme ait eu depuis Marx et un chef d'Etat dont le génie rappelle celui de Pierre le Grand.

Au moment, où la Commune de Paris succombait, Marx écrivait un manifeste de l'Internationale, dans lequel les socialistes actuels sont habitués de chercher l'expression la plus achevée des doctrines politiques du maître. Le discours prononcé en mai 1918 par Lénine sur les problèmes du pouvoir des *soviets*, n'a pas moins d'importance que l'étude de Marx sur la guerre civile de 1871. Il se peut que les *bolcheviks* finissent par succomber à la longue, sous les coups des mercenaires engagés par les ploutocraties de l'Entente ; mais l'idéologie de la nouvelle forme d'Etat prolétarien ne périra pas ; elle se survivra en s'amalgamant avec des mythes qui emprunteront leur matière aux récits populaires de la lutte soutenue par la République des *soviets* contre la coalition des grandes puissances capitalistes.

Lorsque Pierre le Grand monta sur le trône, la Russie ne différait pas beaucoup de la Gaule mérovingienne : il voulut qu'elle se transformât de fond en comble, de manière à ce que son empire devint digne de figurer parmi les Etats policés du temps ; tout ce qui pourrait être appelé *dirigeant* (nobles de cour, fonctionnaires, officiers) fut tenu de s'appliquer à imiter les gens qui occupaient des positions analogues en France. Son œuvre fut achevée par Catherine II, que les philosophes de l'époque voltairienne, exaltèrent, à bon droit, comme une prodigieuse créatrice de l'ordre — de l'ordre tel qu'on le comprenait au dix-huitième siècle.

On pourrait dire de Lénine qu'il veut, comme Pierre le Grand, forcer l'histoire (8). Il prétend introduire, en effet, dans sa patrie le socialisme qui, suivant les maîtres les plus autorisés de la social-démocratie, ne pourrait succéder qu'à un capitalisme très développé ; or, l'industrie russe, soumise de puis longtemps à un régime de haute direction gouvernementale, de police tracassière et d'incurie technique, se trouve dans une situation fort arriérée : il ne manque pas de socialistes notables pour traiter de chimérique l'entreprise de Lénine. Les bons usages des fabriques avaient réussi à s'imposer aux capitalistes par le jeu de mécanisme demi-aveugles ; le rôle de l'intelligence, se bornant à une critique qui signalait ce que chaque pratique pouvait renfermer d'avantageux ou de mauvais, avait été assez médiocre ; si l'économie socialiste succédait à l'économie capitaliste dans les conditions que Marx avait prévues, en s'inspirant d'observations faites sur l'Angleterre (9), la transmission de ces bons usages s'opérerait d'une manière à peu près automatique — l'intelligence étant, tout au plus, appelée à protéger les acquisitions du passé bourgeois contre les illusions de naïfs révolutionnaires. Pour don-

(8) Le mot *forcer* est ici pris dans un sens très voisin de celui que lui donnent les jardiniers.

(9) En 1888, le *Moniteur juridique* russe a publié une note trouvée dans les papiers de Marx, d'après laquelle l'auteur du *Capital* était bien éloigné de croire que toutes les économies dussent suivre les mêmes lignes de développement. Il ne pensait pas que la Russie fût obligée, pour arriver au socialisme communau-

ner au socialisme russe une assiette qu'un marxiste (tel que Lénine) puisse regarder comme solide, il faut un prodigieux travail de l'intelligence : celle-ci doit être en état de démontrer aux directeurs de la production la valeur de certaines règles que l'on a induites de l'expérience d'un capitalisme très avancé ; il faut les faire accepter aux masses, grâce à l'autorité morale dont jouissent des hommes ayant obtenu, par leurs services, la confiance du peuple ; à tout instant, les gens responsables de la révolution sont obligés de la défendre contre les instincts qui poussent toujours l'humanité vers les plus basses régions de la civilisation.

Quand Lénine affirme que la campagne à entreprendre pour rendre le régime socialiste définitif en Russie est un millier de fois plus difficile que la campagne militaire la plus difficile, il ne commet aucune exagération. Il a raison de dire que jamais révolutionnaires ne s'étaient trouvés en présence d'une tâche pareille à la sienne ; jadis les novateurs avaient seulement à détruire certaines institutions réputées mauvaises, tandis que la reconstruction était abandonnée aux initiatives de maîtres que la recherche d'extra-profits conduisait à se lancer dans de telles entreprises ; mais les *bolcheviks* sont obligés de détruire et de reconstruire, de façon que des capitalistes ne viennent plus s'interposer entre la société et les travailleurs. Aucun très grand progrès ne s'obtient dans l'industrie sans qu'on passe par beaucoup d'écoles ; les directeurs de la production doivent s'arrêter à temps lorsqu'ils suivent une mauvaise voie et chercher s'il n'y aurait pas quelque chance de mieux réussir par une autre méthode ; c'est ce qu'on appelle : acquérir de l'expérience. Lénine n'est point de ces idéologues qui croient que leur génie les met au-dessus des indications de la réalité ; aussi est-il très attentif à noter les enseignements que lui fournit la pratique depuis la révolution.

Pour que le socialisme russe arrive à devenir une économie stable, il faut donc que l'intelligence des révolutionnaires soit très active, très bien informée et très libre de préjugés. Alors même que Lénine ne pourrait pas exécuter tout son programme, il laisserait au monde de très sérieux enseignements dont la société européenne tirerait parti (10). Lénine peut, à bon droit, être fier de ce que font ses camarades : les travailleurs russes acquièrent une gloire

taire, afin de transformer ses paysans en prolétaires ; il lui semblait possible qu'elle pourrait « sans éprouver les tortures du régime « capitaliste », s'en approprier tous les fruits en développant ses propres données historiques. » Cette note de Marx est reproduite par Nicolas-On dans son *Histoire du développement économique de la Russie depuis l'affranchissement des serfs*, trad. franç., pages 507-509.

Dans une préface écrite en 1882 pour une traduction russe du *Manifeste communiste*, Marx exprimait l'opinion hypothétique suivante : « S'il arrive que la révolution russe donne le signal d'une révolution ouvrière en Occident, de façon que les deux révolutions se complètent, le communiste foncier de la Russie, le *mir* actuel, pourra devenir le point de départ d'une évolution communiste. » (*Manifeste communiste*, trad. Charles Andler, tome I, page 12). Ces textes suffisent pour montrer que le vrai marxisme n'est pas aussi absolu dans ses prévisions que veulent le dire beaucoup des ennemis de Lénine.

(10) Cf. un discours de Lénine, traduit dans l'*Humanité* du 4 septembre 1919.

immortelle en abondant la réalisation de ce qui n'avait été jusqu'ici qu'une idée abstraite.

En dépit des prédictions des grands hommes de l'Entente, le *bolchevisme* ne semble pas facile à supprimer ; les gouvernements anglais et français doivent commencer à s'apercevoir qu'ils ont eu tort de prêter une oreille trop complaisante aux riches russes qui vivent dans les métropoles de l'Occident ; tout ce monde est complètement étranger aux idées qui ont prise sur les ouvriers et les paysans de leur pays. Bien qu'ayant vécu longtemps hors de la Russie, Lénine est demeuré un véritable moscovite. Quand l'heure de juger les événements actuels avec une impartialité historique sera venue, on s'apercevra que le *bolchevisme* a dû une bonne partie de sa force au fait, que les masses le regardaient comme une protestation contre une oligarchie dont le plus grand souci avait été de ne pas paraître russe ; à la fin de l'année 1917, l'ancien organe des *Cent noirs* disait, que les *bolcheviks* avaient « prouvé qu'ils étaient plus Russes que les rebelles Kalédine, Roussky (11), etc., qui ont trahi le tsar et la patrie » (*Journal de Genève*, 20 décembre 1917) ; la Russie supporte patiemment beaucoup de souffrances parce qu'elle se sent enfin gouvernée par un véritable moscovite.

Depuis deux siècles, un seul tsar avait voulu être Russe : c'était Nicolas I^{er}. « J'aime mon pays, disait-il en 1839 à Custine, et je crois l'avoir compris ; je vous assure que lorsque je suis las de toutes les misères du temps, je cherche à oublier le reste de l'Europe, en me retirant à l'intérieur de la Russie. Personne n'est plus Russe que je le suis (12) ». Custine estimait que Nicolas voulait ramener « à son naturel une nation fourvoyée durant plus d'un siècle dans les voies de l'imitation servile » ; l'empereur exigeait notamment qu'on parlât russe à la cour, bien que la plupart des dames ne connussent pas la langue nationale (13). Il regrettait que Nicolas, « malgré son grand sens pratique et sa profonde sagacité », n'eût pas eu le courage d'abandonner Saint-Petersbourg pour Moscou : « Par ce retour, il eût réparé la faute du tsar Pierre, qui, au lieu d'entraîner ses boyards dans la salle de spectacle qu'il leur bâtissait sur la Baltique, eût pu et dû les civiliser chez eux, en profitant des admirables éléments que la nature avait mis à sa disposition, éléments qu'il a méconnus avec un dédain, avec une légèreté d'esprit indignes d'un homme supérieur, comme il l'était sous certains rapports... Ou la Russie n'accomplirait pas ce qui nous paraît sa destinée, ou Moscou redeviendrait quelque jour la capitale de l'empire. Si je voyais jamais, le trône de Russie majestueusement replacé sur sa véritable base, je dirais : la nation slave, triomphante, par un juste orgueil, de la vanité de ses guides, vit enfin de sa propre vie (14). »

Les accidents de la guerre ont amené les *bolcheviks* à effectuer ce transfert : S'il arrivait qu'ils succombassent sous les coups de leurs ennemis, il n'est pas probable qu'un gouvernement de réaction osât enlever à l'antique Moscou son rang de capi-

(11) Très probablement achetés par l'Entente.

(12) Custine, *La Russie en 1830*, 2^e édition, tome II, page 46. — A la page 41, cet auteur le nomme « le Louis XIV des Slaves ».

(13) Custine (*loc. cit.*, pages 209-211).

(14) Custine, *op. cit.*, tome III, pages 271-273.

tales (15) ; ainsi, en admettant que le régime nouveau ne pût pas durer, il aurait contribué à renforcer le moscovisme dans une société dont les chefs avaient si longtemps orienté leur esprit vers l'Occident.

C'est en pensant aux caractères moscovites du *bolchevisme* qu'on peut parler en historien du procédé de la répression révolutionnaire adopté en Russie (16). Il y a certainement beaucoup de mensonges dans les accusations que la presse de l'Entente dirige contre les *bolcheviks* (17), mais pour apprécier sainement les épisodes douloureux de la révolution russe, il faut se demander ce qu'auraient fait les grands tsars s'ils avaient été menacés par des révoltes analogues à celles que la République des *soviets* est obligée de vaincre rapidement si elle ne veut pas se suicider ; ils n'auraient certainement pas reculé devant les rigueurs les plus terrifiantes pour faire disparaître des conjurations soutenues par l'étranger et au sein desquelles pullulent les assassins (18). D'autre part, les traditions nationales fournissaient aux *gardes rouges* d'innombrables précédents que ceux-ci ont cru avoir le droit d'imiter pour défendre la révolution (19) ; après une guerre effroyablement sanglante, au cours de laquelle on avait vu le général Kornilof faire massacrer des régiments entiers (*Journal de Genève*, 16 octobre 1917), la vie humaine ne peut pas être respectée en Russie (20) ; le nombre des gens fusillés par les *bolcheviks* est, en tout cas, prodigieusement inférieur au nombre des victimes du blocus organisé par les organes officiels de la justice démocratique.

Lénine n'est pas, au surplus, candidat aux prix de vertu que décerne l'Académie française ; il est justiciable seulement de l'*histoire russe* ; la seule question vraiment importante que le philosophe ait à discuter est celle de savoir s'il contribue à orienter la Russie vers la constitution d'une république de producteurs, capables d'embrasser une économie aussi progressive que celle de nos démocrates capitalistes.

Revenons, en terminant, sur la complicité morale

(15) Si la Finlande et l'Esthonie demeurent séparées de la Russie, la capitale se trouverait mal placée à l'embouchure de la Néva.

(16) Le *Journal de Genève* du 27 septembre 1918 rapporte un discours de Lénine, dans lequel celui-ci combat les mesures de proscription générales décrétées à la suite de l'attentat dont il avait failli être victime au commencement de ce mois. Il semble que ce sont des Juifs entrés dans le mouvement révolutionnaire qui soient surtout responsables des ordres terroristes reprochés aux *bolcheviks*. Cette hypothèse me paraît d'autant plus vraisemblable que l'intervention des Juifs dans la république hongroise des *Soviets* n'a pas été heureuse.

(17) Nos compatriotes, qui se croient les hommes les plus spirituels du monde, ont accepté, comme des dinons, les calomnies les plus absurdes que des journalistes impudents ont inventées dans le but de déshonorer les *bolcheviks*.

(18) Le 3 septembre 1918, le *Petit Parisien*, organe cher à nos Joseph Prudhomme, publiait un article d'un enthousiasme délirant en l'honneur de Dora Kaplan, qui venait de tenter d'assassiner Lénine.

(19) Un collaborateur du *Journal de Genève* se demande si les contre-révolutionnaires russes n'avaient pas beaucoup compté sur le concours d'éléments criminels, car ils avaient répandu des proclamations engageant « la population à massacrer les *youpins* et les révolutionnaires » (14 octobre 1917). Dans bien des cas les *gardes rouges* ont pu croire qu'en supprimant des ennemis bien décidés à les exterminer en cas de succès, ils étaient en cas de légitime défense.

qui, suivant le *Journal de Genève*, me lierait à Lénine. Je ne crois pas avoir, dans aucun de mes écrits, présenté une apologie des procriptions ; il est donc absurde de supposer, comme le fait le professeur Paul Seppel, que Lénine ait pu trouver dans les *Réflexions sur la Violence* aucune incitation au terrorisme ; mais s'il les a vraiment méditées pendant son séjour en Suisse, elles pourraient avoir exercé sur son génie une influence tout autre que celle dont parle mon accusateur. Il ne serait pas impossible que ce livre, d'inspiration si proudhonnienne, eût conduit Lénine à adopter les doctrines exposées par Proudhon dans *La Guerre et la Paix*. Si cette hypothèse était exacte, il aurait pu être amené à croire, de toute l'énergie de son âme passionnée, que les violations du droit de la guerre ont d'infaillibles sanctions historiques, son indomptable résistance s'expliquerait alors facilement (21).

Voici un discours que je prêterais volontiers à Lénine. La guerre de la faim que les démocrates capitalistes mènent contre la République des *Soviets* est une guerre de lâcheté ; elle ne tend à rien moins qu'à nier le vrai droit de la guerre défini par Proudhon ; en admettant que les *gardes rouges* fussent obligés de capituler, la victoire frelatée de l'Entente produirait seulement des résultats éphémères. Par contre, les héroïques efforts des prolétaires russes méritent que l'histoire les récompense, en amenant le triomphe des institutions pour la défense desquelles tant de sacrifices sont consentis par les masses ouvrières et paysannes de Russie. L'histoire, suivant Renan, a récompensé les vertus quiritaires en donnant à Rome l'empire méditerranéen ; en dépit des innombrables abus de la conquête, les légions accomplissaient ce qu'il nomme « l'œuvre de Dieu » (22) ; si nous sommes reconnaissants aux soldats romains d'avoir remplacé des civilisations avortées, déviées ou impuissantes par une civilisation dont nous sommes encore les élèves pour le droit, la littérature et les monuments, combien l'avenir ne devra-t-il pas être reconnaissant aux soldats russes du socialisme ! De quel faible poids seront pour les historiens les critiques des rhéteurs que la démocratie charge de dénoncer les excès des *bolcheviks* ! De nouvelles Carthages ne doivent pas l'emporter sur ce qui est maintenant la Rome du Proletariat.

Et voici enfin ce que je me permets d'ajouter pour mon compte personnel : Maudites soient les démocraties ploutocratiques qui affament la Russie ; je ne suis qu'un vieillard dont l'existence est à la merci de minimes accidents ; mais puissé-je, avant de descendre dans la tombe, voir humilier les orgueilleuses démocraties bourgeoises, aujourd'hui cyniquement triomphantes !

Georges SOREL.

(20) Les politiciens qui soutiennent avec Clemenceau que la Révolution française forme un *bloc*, sont bien peu autorisés à se montrer sévères contre les *bolcheviks* ; le *Bloc*, admiré par Clemenceau, a, pour le moins, fait périr dix fois plus de gens que les *bolcheviks* dénoncés par les amis de Clemenceau comme d'abominables barbares.

(21) Un écrivain français, qui a vu les *bolcheviks* à l'œuvre, parle du « mysticisme tétu et illuminé » de Lénine (Etienne Antonelli, *la Russie bolcheviste*, page 272). Cette formule n'est pas très claire.

(22) Renan, *Histoire du peuple d'Israël*, tome IV, page 267.

LE NOUVEAU SOCIALISME ET L'ACTION DES MASSES

Le livre d'Henriette Roland-Holst, Révolutionnaire Massa-Aktie (L'action des masses révolutionnaires), a obtenu un rare succès parmi les érudits et les théoriciens du socialisme, qui le considèrent comme une œuvre de premier ordre dans la littérature socialiste moderne. Il n'est malheureusement pas encore traduit en français mais il le sera, espérons-le, bientôt. En attendant la publication de l'ouvrage complet dans ce pays, nous publions ici l'introduction de l'auteur.

La lutte pour le nouveau socialisme, c'est-à-dire pour de nouvelles idées, de nouvelles formes d'organisation et de nouveaux moyens de combat se développe dans tout le mouvement ouvrier. Et cette lutte ne prendra pas fin avant que le nouveau socialisme ait triomphé.

Le nouveau socialisme signifie l'adaptation active dans la pensée comme dans l'action au processus de l'évolution sociale. En le désignant ainsi, nous voulons exprimer l'opposition du nouveau avec le vieux socialisme, lequel aujourd'hui encore est incorporé dans la plupart des partis socialistes officiels et des syndicats réformistes. Ce vieux socialisme a vécu pendant l'intervalle qui sépare la chute de la Commune de Paris de l'explosion de la guerre mondiale, ses périodes de croissance, de prospérité et de déclin. Après s'être élevé, comme « nouveau socialisme », en opposition aux opinions et aux moyens de combat de Proudhon, Bakounine, Blanqui, etc., il se trouve dépassé à son tour par l'évolution sociale. Il est lié aux idées, aux formes de l'organisation et aux méthodes de combat nécessaires dans une période antérieure, mais tombées à présent en désuétude.

Quant aux idées, la science marxiste, pendant la période qui finit avec la guerre mondiale, s'était peu à peu réduite, dans l'essentiel, à une pure interprétation des phénomènes sociaux. Cette interprétation impliquait la croyance fataliste et mécaniste en un devenir par lequel ces relations et ces phénomènes (militarisme et capitalisme, par exemple) aboutiraient d'eux-mêmes à leurs contraires dès qu'ils auraient atteint un certain degré de leur évolution. Les principaux théoriciens de la période antérieure développaient le marxisme avant tout d'un point de vue passif, c'est-à-dire qu'ils étudiaient principalement l'influence des transformations techniques et des conditions de la production sur la pensée et l'action des hommes.

Ils considéraient donc surtout ces dernières comme des *produits* et non comme des *forces actives* du processus social. Quelques-uns d'entre eux — Plekhanov entre autres — retombaient dans le vieux matérialisme naturaliste dont Marx a fait ressortir vivement le caractère borné et unilatéral. A l'encontre de la vieille génération, ceux qui aujourd'hui s'intitulent « marxistes révolutionnaires » donnent une importance nouvelle à l'activité spontanée de l'homme, à ses qualités morales et spirituelles, à des forces de compréhension, de volonté et d'amour, en tant que forces réelles tendant à la transformation sociale, à l'élévation de l'humanité. A leurs yeux, la philosophie de Dietzgen, qui envisage le contenu de la conscience humaine comme fixé par le Tout, par le flux éternel et infini de la vie, constitue la base générale du déterminisme économique. Les marxistes révolutionnaires s'étaient d'ailleurs rendu compte des progrès accomplis par les sciences naturelles et par la psychologie depuis les jours où Marx se consacrait à sa grande œuvre. S'en référant aussi bien aux résultats provisoires de ces progrès qu'à la conception dialectique de Dietzgen, ils soulignent le rôle de l'action humaine comme agent des transformations sociales, c'est-à-dire le rôle que l'activité spontanée, le désir et le vouloir, les forces spirituelles conscientes et subconscientes de l'homme, jouent dans le processus social.

En ce qui concerne l'organisation, le socialisme était incorporé, pendant la période antérieure, dans les divers partis nationaux, adaptés de la façon la plus étroite, dans leurs formes et dans leur action, aux institutions particulières de chaque Etat. Ces partis n'étaient unis entre eux que par le *fa* lien fédératif du « Bureau Socialiste International » !

Le nouveau socialisme, au contraire, prend comme base d'organisation l'unité internationale des organisations prolétariennes.

L'adaptation toujours marquée au milieu politico-national a miné la tendance internationale au sein du vieux socialisme. L'internationalisme était devenu un mot qu'on faisait résonner dans les occasions solennelles, mais qu'il ne convenait pas d'employer pour l'usage de tous les jours. Cette hésitation, jointe au danger toujours approchant de la guerre mondiale impérialiste, dénaturait la seconde Internationale par la distinction vieillie et devenue, du fait de l'évolution des choses, une simple formule, entre la guerre défensive, autorisée par le socialisme, et la guerre offensive, incompatible avec lui.

Le vieux socialisme n'avait pas préparé la masse

à comprendre, le jour où éclaterait la guerre toujours menaçante, la nécessité de choisir entre l'union sacrée, c'est-à-dire l'union nationale avec la classe dirigeante nationale, et la rupture de l'unité prolétarienne internationale, et, d'autre part, la lutte de classe contre ses propres oppresseurs en toutes circonstances, c'est-à-dire la solidarité prolétarienne internationale.

Le nouveau socialisme proclame comme base de sa politique en temps de guerre, le rejet absolu de la défense nationale par le prolétariat dans tous les pays dirigés par la classe capitaliste. Il veut pousser ses plus extrêmes conséquences et développer la solidarité prolétarienne internationale jusqu'en sa forme la plus extrême, précisément dans les circonstances qui, selon l'opinion du marxiste Kautsky et d'autres, devaient donner le signal d'une trêve dans cette lutte, complètement écarter pour un temps cette solidarité.

Le nouveau socialisme veut agir ainsi parce qu'il considère que dans la période impérialiste, toutes les guerres entre les prétendus civilisés, c'est-à-dire entre les pays capitalistes développés (1) ont pour cause la concurrence agressive des différents groupes d'Etats capitalistes en vue de la domination de la plus grande part possible du marché mondial et de l'exploitation de la plus grande part possible de l'humanité. Or, cette évolution a nécessairement pour résultat de rendre la grande masse du peuple travailleur plus misérable, plus dépendante et plus privée de droits que jamais.

C'est pourquoi le nouveau socialisme professe que les prolétaires ont le devoir de lutter jusqu'au bout contre toute guerre, et que leur action, avant tout, doit être surtout dirigée contre la classe dominante de leur propre pays.

Ce point de vue révolutionnaire et d'un internationalisme conséquent détermine l'attitude du nouveau socialisme vis-à-vis de tous les militarismes, seraient-ils affublés d'oripeaux démocratiques. Son attitude dans la politique étrangère, dans la politique financière et en dernière instance dans toute la politique intérieure, résulte également de ce même point de vue.

Vaine phrase pour la vieille Internationale : ne pas connaître de patrie, — cela, pour la nouvelle, devient une vérité. Le prolétariat met toute son espérance d'une libération totale, y compris la prétendue « libération nationale », c'est-à-dire la cessation de toute oppression des peuples faibles par les plus forts, dans la victoire des masses ouvrières, obtenue grâce à une lutte menée internationalement contre l'impérialisme. Ainsi, le nouveau socialisme voit dans l'Internationale, — c'est-à-dire dans l'unité

du prolétariat et de la lutte pour la société socialiste, — la patrie unique du prolétaire.

Sur le terrain politique, le vieux socialisme menait principalement la lutte de classes, pour et par « le bulletin de vote ». Il considérait l'action parlementaire comme le moyen le plus propre à renverser la société capitaliste et à la transformer selon une direction socialiste.

Il attendait surtout cette transformation d'une conquête progressive du pouvoir par la classe ouvrière au sein des institutions représentatives.

Il acceptait bien, il est vrai, la pression des masses sur les institutions par des réunions, des démonstrations, et, dans les cas extrêmes, par la grève ; il se servait de cette pression. Pourtant, il ne la considérait que comme un moyen auxiliaire destiné, soit à constituer les conditions de la lutte parlementaire (conquête du suffrage universel), soit à l'orienter conformément aux exigences essentielles de l'intérêt public.

Quant à l'action économique, le vieux socialisme s'appliquait avant toute chose à perfectionner le mécanisme organisateur des syndicats. Dans la lutte contre les entrepreneurs, il se fiait principalement aux capacités financières de résistance des organisations, à la discipline exercée de leurs membres et aux connaissances générales des métiers et du marché, aux capacités personnelles de persuasion et aux facultés diplomatiques des chefs. Il tendait par conséquent de plus en plus à remplacer la lutte des masses contre les entrepreneurs par des négociations avec ces derniers, par des tarifs conventionnels et des arbitrages. Il faisait ses idoles de certaines institutions et élevait jusqu'au dogme certaines méthodes (centralisation, action légale et grèves partielles), c'est-à-dire qu'il proclamait leur excellence dans tous les cas et en toute circonstance.

Il cultivait la discipline, l'empire sur soi-même et la persévérance dans le prolétariat organisé, mais il affaiblissait en lui l'esprit d'initiative, la hardiesse de l'élan et les formes les plus hautes d'un idéalisme généreux et combatif. Par sa politique de protection ouvrière, il creusait un fossé toujours plus profond entre les prolétaires organisés et les prolétaires non organisés. Il cultivait un esprit de formalisme bureaucratique et d'exclusivisme chez les prolétaires organisés et leur enseignait le mépris de leurs compagnons non organisés.

Dans le vieux socialisme, les organisations politiques et économiques étaient nettement séparées. Cette séparation avait résulté des circonstances et des besoins de la lutte de classes à une certaine période, et les chefs du vieux socialisme y demeurèrent attachés même pendant la période impérialiste ; or celle-ci, par la fusion du pouvoir de l'Etat et du grand capital en un gigantesque dragon à deux corps, a fait de l'union organique entre la lutte

(1) Par conséquent pas les guerres de nationalités économiquement en retard comme l'Egypte, la Perse, les Indes anglaises, les Indes néerlandaises, contre les états capitalistes qui les oppriment.

économique et la lutte politique, une exigence impérieuse de toute tactique efficace.

Le vieux socialisme évitait le plus possible les luttes d'une large étendue et d'une grande portée; il essayait d'arriver à des résultats immédiats par l'amointrissement des exigences socialistes. Il recherchait les compromis, les négociations et l'entente avec certaines parties des classes bourgeoises et de la petite bourgeoisie. Il négligeait de mettre au premier plan les points principaux de son programme, comme la séparation de l'Eglise et de l'Etat par exemple, la république, l'expropriation des grands capitalistes; il aurait craint d'effrayer par là ceux des ouvriers encore séduits par l'idéologie petit-bourgeoise et chrétienne-bourgeoise; enfin, il s'adaptait aux habitudes de pensée des intellectuels amis des réformes.

Il dirigeait toute l'attention des ouvriers vers la poursuite de leurs intérêts immédiats de groupes; pratiquement, il rejetait toute générosité véritable comme inutile et déraisonnable. Il traitait de romantisme révolutionnaire tous les efforts vers les buts généraux et lointains, c'est-à-dire idéaux: la libération entière du travail et de l'humanité.

Par-dessus tout, le vieux socialisme habituaient les ouvriers à se figurer que leurs intérêts seraient effectivement soutenus par leurs mandants et leurs délégués, que le long combat pour la transformation des fondements généraux de la vie sociale serait livré avant tout dans les parlements et les bureaux des syndicats. Il perpétuait ainsi sous une nouvelle forme la séculaire et périlleuse erreur selon laquelle la libération viendrait d'en haut et pourrait s'accomplir sans le propre effort spirituel et moral et sans cesse maintenu des masses, sans d'innombrables actes de courage et de sacrifice de leur part.

En opposition à ces vieilles formes d'organisation et à ces vieilles méthodes de combat, dont s'est avérée la banqueroute avec la débâcle de la seconde Internationale, le nouveau socialisme proclame la nécessité de l'intervention directe des masses internationalement coordonnées.

Les masses ont levé le masque de l'impérialisme; leur enthousiasme va à un idéalisme hardi et combatif, et le nouveau socialisme sait que leur action sera le moyen de combat essentiel au cours de la période qui s'ouvre avec la guerre mondiale.

Il sait que l'organisation la plus solide, la discipline la plus vigoureuse, resteront impuissantes contre l'impérialisme, tant qu'elles ne seront pas accompagnées d'initiative personnelle, de vaste clairvoyance, d'élan révolutionnaire et de générosité.

Il sait que les peuples seront délivrés de l'enfer impérialiste seulement lorsque le lien idéal des masses ne cessera pas de grandir et lorsque leur tension spirituelle et morale aura atteint le degré où les individus et les groupes sont prêts à sacrifier leurs inté-

rêts particuliers et provisoires au salut perpétuel de la classe ouvrière et, par celle-ci, de l'humanité.

Le nouveau socialisme sait que l'autonomie respective des mouvements politique et économique est appelée à disparaître dans la période actuelle, de même que tombera la barrière qui sépare les prolétaires organisés des prolétaires non organisés.

Il sait que les organisations économiques du prolétariat devront, dans cette période, être employées sans cesse à des fins générales, c'est-à-dire politiques, particulièrement dans la lutte contre la faim, le chômage, les impôts excessifs, le militarisme, la réaction et la guerre. Il est convaincu que l'utilisation de la force économique de la classe ouvrière dans la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme sera avant toutes choses le moyen d'élever cette classe ouvrière au-dessus de l'étroitesse des intérêts de groupes, de combler la séparation qui existe entre ses couches supérieures, ouvriers qualifiés et organisés, et la masse des ouvriers non qualifiés ou demeurés en retard en raison d'autres circonstances (ouvriers agricoles, ouvriers des ports, un grand nombre de femmes, etc.).

Si la contradiction des principes se manifeste le plus fortement entre le vieux et le nouveau socialismes, dans le problème de la soi-disant défense nationale, c'est dans la question de l'action des masses que l'opposition de leurs tactiques apparaît avec le plus d'acuité.

Les chefs du parti national-réformiste et les chefs des organisations ouvrières, dans lesquelles se trouve organisée « l'aristocratie du travail », combattent déjà les socialistes révolutionnaires en raison de leur internationalisme; mais ils le combattent aussi, et non moins également, parce que ces derniers présentent l'action des masses comme le moyen de lutte prolétarienne par excellence pendant la période impérialiste.

Quelques-uns de ces chefs, dans leur folle présomption et leur arrogance vaniteuse, rejettent purement et simplement ce moyen de combat. Leur sentiment à l'égard de l'action des masses est le plus souverain des mépris; elle n'est, à leurs yeux, que la première forme non dégrossie de protestation spontanée au sein de masses non organisées ou organisées de façon primitive; ce serait une forme de protestation devenue superflue, à les croire, dans la période actuelle du mouvement, grâce à d'autres formes qui entraîneraient beaucoup moins de pertes et à des moyens de lutte plus « opportuns ».

Ils nous accusent, nous les révolutionnaires, de défendre dans l'action des masses un moyen de lutte dont la pratique a démontré plusieurs fois l'inopportunité, un moyen de lutte qui égare le prolétariat, qui l'incline à une témérité aventureuse, qui le détourne de la tâche « modeste et quotidienne », laquelle, avec lenteur mais persévérance, range effec-

tivement le capitalisme. Pour eux, cette tactique nouvelle est simplement la vieille tactique réchauffée des anarchistes syndicalistes.

Or, de toutes ces affirmations, une seule est vraie : les marxistes révolutionnaires d'Allemagne, de Russie, de Suisse et des Pays-Bas ont aussi peu découvert l'action des masses en 1914 que les syndicalistes français et italiens en 1895 et les chartistes anglais en 1839.

On ne remonte pas seulement des mouvements de masses dans le passé du prolétariat, mais aussi dans celui de toutes les classes opprimées. L'argument avec lequel les réformistes veulent nous atteindre, nous les révolutionnaires, se retourne contre eux-mêmes. L'apparition générale de l'action des masses au cours de toutes les luttes de classes démontre précisément leur nécessité à un certain degré des oppositions sociales, quand la tension révolutionnaire a atteint une certaine intensité.

L'histoire moderne, — à entendre par là le processus de l'évolution sociale qui a amené : 1° la lutte de la classe bourgeoise contre la féodalité et l'absolutisme, 2° la lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, — nous apprend que les mouvements des masses peuvent être de nature, d'étendue et de tendance très différentes. Des démonstrations pacifiques alternent avec de sanglantes violences, les jacqueries spontanées avec l'action la plus exactement préparée; ici, les instincts élémentaires, le souci immédiat de la conservation de la vie, poussent les masses à des luttes désespérées; là, c'est le combat pour tel idéal social, pour l'affranchissement des opprimés et des serfs, pour la conquête des droits politiques, à la possession desquels sont liés les plus hauts espoirs.

L'histoire de la classe ouvrière n'est pas moins riche en mouvements de masses.

Si l'action directe, au cours des années qui suivirent la chute de la Commune de Paris jusqu'au début de notre siècle, est passée au second plan dans une certaine mesure, — si pendant cette période, la lutte parlementaire, où l'action directe et active des masses se résout en agitations partielles innombrables, semble le combat par excellence et le dernier mot de la sagesse tactique, — le grand nombre et l'étendue des actions des masses prolétariennes qui ont fait souvent trembler sur ses bases notre société dans les quinze premières années du XX^e siècle, ont pu convaincre ceux qui ont le souci de s'instruire auprès de la réalité, de quelle importance est à nouveau devenue l'action des masses dans la période impérialiste actuelle.

Le nouveau socialisme ne se contente pas de constater que l'action des masses a toujours été le moyen de combat le plus important pendant la période révolutionnaire de l'histoire moderne, le moyen de combat qui, lorsque l'évolution sociale obligeait à prendre des décisions capitales, a toujours fait pen-

cher la balance des relations de puissance entre les classes opposées.

Afin de nous faire une idée claire de ce que nous avons à attendre de l'action des masses dans la nouvelle période de la lutte prolétarienne qui s'ouvre avec la guerre mondiale, il est nécessaire d'étudier, en premier lieu, dans quelles circonstances l'action des masses a atteint ses buts au cours des périodes révolutionnaires antérieures, dans quelles autres elle les a manqués, et quels rapports soutenaient ses aspects et ses formes avec le milieu social.

En second lieu, il est important de rechercher ce qui différencie les actions de masses du prolétariat en général d'avec celle des autres classes; de faire connaître leur force, leur étendue et leurs buts dans la période initiale du capitalisme; de découvrir les causes de « l'intermède parlementaire » et de son antidote « le mouvement syndicaliste », de même que celle de la recrudescence de l'action des masses dans la période impérialiste, de déterminer ses conditions actives et passives, c'est-à-dire économique-sociales et psycho-sociales, et ses caractéristiques spéciales dans cette période.

Enfin, il faut encore étudier l'action des masses en tant que phénomène psychique, c'est-à-dire comprendre quelles sont les qualités humaines qui en forment le fondement et se manifestent en elle.

Plus nous aurons acquis une connaissance profonde et universelle de l'action des masses, tant historiquement que psychologiquement, plus nous serons capables de la susciter, aussi bien pour réduire les arguments de ses adversaires réformistes et fatalistes que pour arriver à une conscience claire de ses conditions, de ses possibilités et de ses limites dans le plus prochain avenir.

Puisse ce travail contribuer à éclaircir la notion de l'action des masses, et puisse-t-il collaborer ainsi à l'effort qui libérera l'humanité! — c'est là le souhait qui nous a stimulés et enthousiasmés sans cesse pendant la rédaction de ce livre.

Henriette ROLAND-HOLST.

NOTRE SOUSCRIPTION

46^e LISTE

Poperin, Angers, 2 francs. — Hostabrich, Dalat (Annam), 25 fr. — Comité 20^e Arrond. (1^{er} versement), 5 fr. — S. F., Stockholm, 1 fr. 20. — Bourtzev, 6 fr. — Comité 20^e Arrond. (2^e vers.), 3 fr. 20. — Pour que Monatte puisse venir nous voir un jour, Marouzé Pascal, Hénin-Liétard, 5 fr. — M. P., 20.17.M.C., 2 fr. 50. — Barré Henri, Montreuil-Bonnin, 3 fr. — Thiévers, Tourcoing 1 fr. 75. — Lannoy, 15 fr. — Henry Sée, 3 fr. — Vivent les Soviets, 3 fr. 50. — Liste n° 517, 39 fr. 55.

Total de la 46^e liste..... 115 70
Total des listes précédentes..... 12.657 15

Total général 12.772 85

Le X^e Congrès du Parti Communiste

DISCOURS DE LÉNINE

Nous donnons ci-dessous le rapport fait par Lénine au nom du Comité Central du Parti Communiste au X^e Congrès :

Camarades, à mon avis, la principale question actuelle, une question qui mérite doublement notre attention, c'est le passage de la guerre à la paix. Vous vous le rappelez tous sans doute, ou du moins la plupart d'entre vous se le rappellent, dans ces trois ans et demi nous avons cru plus d'une fois accomplir ce passage, mais toujours les cliques de l'impérialisme international ont su nous en empêcher. Je me rappelle que dès avril 1918 il y a juste 3 ans, je parlai au Comité Central Exécutif du programme d'action qui s'imposait à nous, puisque le gros de la guerre civile était terminé ; en réalité elle ne faisait que commencer ! Vous vous en souvenez tous, à notre précédent Congrès nous avons basé tous nos calculs sur cette entrée dans une période de paix, dans la confiance que les énormes concessions que nous faisons alors à la Pologne nous garantissaient cette paix. Mais dans le même mois commença l'offensive de la bourgeoisie, qui, d'accord avec les autres pays capitalistes, avait interprété notre attitude pacifique comme un signe de faiblesse. Elle en fut cruellement punie en obtenant finalement une paix moins avantageuse. Mais nous, nous avons été empêchés de nous consacrer à nos travaux pacifiques, et nous avons dû nous occuper de terminer la guerre avec la Pologne et ensuite avec Wrangel. Voilà ce qui a fait l'essentiel des occupations du Comité Central pendant cette année. Une fois de plus il a fallu adapter toutes nos forces aux nécessités de la défense. Une fois de plus nous prévoyons aujourd'hui l'avènement de la paix, puisqu'enfin nous avons obtenu ce résultat qu'il n'existe plus un seul soldat ennemi sur le territoire de la République. Ce passage de la guerre à la paix a causé des secousses que nous étions loin de prévoir.

Les difficultés de la démobilisation

La démobilisation, qu'il a fallu exécuter dans un pays éprouvé par de longues années de guerre et d'efforts, nous a placés, comme nous le voyons aujourd'hui, devant un problème que nous n'avions pas estimé à sa juste importance. C'est là pour une grande part la source de nos crises économique et sociale. A la fin de l'année dernière j'indiquai que l'une des principales difficultés du printemps prochain viendrait de la démobilisation. Mais nous ne voyions pas alors clairement l'étendue de cette difficulté, avec tous les obstacles techniques, avec toutes les calamités qui nous frappaient déjà depuis la guerre impérialiste, et qui se sont fait sentir plus cruellement au moment de la démobilisation. Le pays s'est consa-

cré tout entier pendant des années à la guerre, il y a tout sacrifié, pour elle il n'a rien épargné de ses dernières ressources : c'est seulement une fois la guerre terminée que nous avons vu toute la ruine et la misère qu'elle a causées et qui nous condamnent pour longtemps à ne faire autre chose que panser ses blessures

L'erreur du Comité Central a été de ne pas estimer à leur juste valeur les difficultés de la démobilisation. Mais il faut dire que pour cela il n'avait pas de base, car la guerre civile a été si dure que le seul principe était : tout pour la victoire sur le front, sans plus. C'est grâce à ce principe et aux efforts inouïs d'énergie dont fit preuve l'armée rouge contre Koltchak, Youdenitch et les autres que nous avons pu triompher de toutes les agressions impérialistes.

Erreur de calcul

De cette circonstance fondamentale, qui détermine une série d'erreurs ainsi que l'exaspération présente de la crise, je voudrais en venir à toutes sortes d'inexactitudes, plus ou moins profondes, de calculs ou de plans. Considérons les résultats obtenus dans plusieurs branches caractéristiques et variées, comme la guerre polonaise, l'approvisionnement et le combustible.

Lors de notre offensive, nous avons marché trop rapidement sur Varsovie. C'était une erreur. Peu importe qu'elle ait été stratégique ou politique, la discussion nous emmènerait trop loin. Cette erreur est venue de ce que nous nous sommes exagéré l'avantage de nos forces. Dans quelle mesure cet avantage dépendait des conditions économiques, dans quelle mesure il dépendait aussi du sentiment patriotique éveillé par la guerre polonaise même parmi les éléments petits-bourgeois qui ne sympathisaient aucunement avec le communisme et qui ne soutenaient qu'avec réserve la dictature du prolétariat ou même ne la soutenaient pas du tout, il serait trop compliqué d'examiner tout cela. Mais c'est un fait, et ainsi nous avons commis une certaine erreur dans la guerre polonaise.

Si nous prenons un autre domaine, comme l'approvisionnement, nous voyons une erreur analogue. Au point de vue des levées alimentaires les résultats sont supérieurs à l'année précédente. Le total des céréales reçues se montre à 250 millions de pouds ; au 1^{er} février il atteignait 235 millions, au lieu de 210 dans toute l'année précédente. Mais sur ces 235 millions, nous avons dépensé dans les 6 premiers mois environ 155 millions, c'est-à-dire 25 millions de pouds par mois ou davantage. Il faut le reconnaître, nous n'avons pas su répartir indiciellement nos ressources au moment où elles étaient plus abondantes qu'auparavant. Nous n'avons pas su tenir

compte de la crise inévitable au printemps, nous nous sommes livrés au désir naturel d'augmenter la portion des travailleurs affamés.

Mais ici aussi, il faut le dire, nous manquons de base pour nos calculs. Dans les Etats capitalistes, malgré l'anarchie et le chaos qui les caractérisent, la base du plan économique est une expérience de longues années, expérience qui peut se comparer d'un Etat capitaliste à l'autre, puisque tous ne diffèrent que par des détails. Et cette comparaison peut fournir des lois véritablement scientifiques, une certaine méthode, une certaine régularité. Nous n'avons rien de semblable pour nos calculs, et naturellement, lorsqu'à la fin de la guerre nous avons vu se présenter la possibilité de donner un peu plus à la population souffrante, nous n'avons pas su garder la juste mesure. Il est clair que nous aurions dû modérer les distributions et constituer ainsi un certain fonds de réserve pour les mauvais jours du printemps. Nous ne l'avons pas fait, c'est là, une fois de plus, l'erreur qui s'est manifestée dans tout notre travail, et qui montre que le passage de la guerre à la paix présentait une série de problèmes et de difficultés que nous n'avons ni l'expérience, ni la préparation, ni les matériaux nécessaires pour résoudre. Voilà d'où est venue l'acuité de la crise.

Pour le combustible, il est arrivé quelque chose d'analogue. C'est là la question fondamentale de la vie économique. Tout le passage de la guerre à la paix et à la création économique, dont nous avons parlé à notre précédent Congrès et qui a fait le fond de notre politique pendant cette année, tout cela se base nécessairement sur la juste estimation de la production de combustible et de sa répartition. Sans cela impossible de triompher des obstacles et de restaurer l'industrie. Que nous soyons sous ce rapport dans des conditions meilleures que l'année dernière, la chose est claire. Alors nous étions coupés des régions pétrolifères et des bassins miniers. Les victoires de l'armée rouge nous ont rendu le charbon et le naphte. Nos ressources en combustible se sont trouvées multipliées. Nous savions que nous entrions dans l'année avec des ressources plus grandes qu'autrefois. Et partant de là nous avons commis une erreur en hasardant aussitôt un développement de nos entreprises qui a trop vite dépensé ses ressources.

Fortis de l'expérience du passé, nous devons dire que toutes ces erreurs tiennent à la rapidité du passage de la guerre à la paix. Le fait montre que ce passage demande un temps beaucoup plus prolongé que nous ne croyions. Il demande une préparation beaucoup plus lente.

Il faut ajouter que les conséquences de ces erreurs ont été augmentées par la mauvaise récolte. Si j'ai dit que les services d'approvisionnement nous ont donné infiniment plus qu'auparavant, il faut dire aussi qu'outre la mauvaise récolte, le manque de fourrage, la destruction du bétail et la ruine des exploitations paysannes, nous avons dû concentrer nos exigences sur un territoire relativement restreint. Les ressources étaient beaucoup plus considérables dans les provinces éloi-

gnées de Sibérie ou du Caucase, mais là-bas précisément le Pouvoir des Soviets était moins établi et les transports plus difficiles. Nous avons dû faire appel aux provinces centrales, précisément les plus frappées par la mauvaise récolte, et la crise agricole s'est trouvée encore accrue.

Ici aussi nous voyons les effets du manque de calcul. Mais d'autre part notre situation était telle que nous n'avions pas le choix. Un pays qui après la guerre impérialiste a souffert plusieurs années de guerre civile était bien obligé de prendre son surplus au paysan sans lui donner grand-chose en échange. Cela était indispensable pour sauver le pays, l'armée et le Pouvoir Ouvrier et Paysan. Nous avons dit aux paysans : « Bien sûr vous donnez votre blé à crédit au Gouvernement Ouvrier et Paysan, mais c'est la seule façon pour vous de sauver votre Pouvoir contre les capitalistes et les propriétaires ». Nous ne pouvions pas faire autrement dans la situation où nous mettaient les capitalistes et les impérialistes. Mais il n'en est pas moins établi qu'après une si longue guerre la culture paysanne s'est trouvée si affaiblie que la mauvaise récolte était devenue fatale, par suite de la restriction des semences, du mauvais état du matériel, de la chute du rendement, du manque de bras, etc. La mauvaise récolte a été extrêmement aiguë, et la campagne d'approvisionnement, meilleure cependant que nous ne l'attendions, a encore accru la crise. Il faut tenir compte de cette circonstance pour faire l'analyse de notre conduite politique passée et de notre programme actuel.

La révolution internationale

Le secours de l'Occident nous vient. Il ne vient pas aussi vite que nous le voudrions mais il vient cependant et il grandit. J'ai déjà dit qu'un des principaux facteurs de la dernière période a été le second Congrès de l'Internationale. Il est indiscutable que la révolution a fait dans tous les pays un énorme progrès sur l'année dernière. L'Internationale Communiste, qui lors de son dernier Congrès n'existait que sous la forme de proclamations, existe maintenant sous la forme d'un Parti indépendant dans chaque pays, et plus encore, le communisme est devenu la question cardinale de tout le mouvement ouvrier. En Allemagne, en France et en Italie, l'Internationale Communiste n'est pas seulement le centre du mouvement ouvrier, elle est celui de toute la vie politique. On ne pouvait pas prendre un journal allemand ou français, l'automne dernier, sans y voir à toutes les sauces Moscou et les bolcheviks, ou bien les 21 conditions d'adhésion à la 3^e Internationale traitées comme la question centrale de la politique de ces pays. Voilà une conquête que personne ne peut nous enlever. La révolution internationale grandit et en même temps la crise internationale s'accroît en Occident.

Mais si nous concluons de là que le secours nous arrivera à bref délai sous la forme d'une solide révolution prolétarienne, nous serions tout simplement des fous, et je pense que dans cette salle il n'y a pas de fous. Pendant ces 3 ans nous avons appris à comprendre que compter sur la

révolution internationale ne signifie pas y compter dans un délai déterminé, et que le développement des événements, de plus en plus rapide, peut aboutir à la révolution au printemps prochain, mais peut aussi n'y pas aboutir.

C'est pourquoi nous devons savoir adapter notre action à l'état social de notre pays et des autres pays, afin d'être en état de maintenir pendant un temps prolongé la dictature du prolétariat et de penser progressivement toutes les calamités et les crises qui se précipitent sur nous. Voilà la seule façon juste et saine de poser la question.

Rapports avec l'étranger

Avant le 9^e Congrès de notre Parti, toute notre attention et tous nos efforts visaient à obtenir la cessation de l'état de guerre avec les pays capitalistes et l'engagement de relations pacifiques et commerciales. Nous avons entrepris pour cela toutes les démarches diplomatiques possibles, et nous avons battu de grands diplomates. Quand par exemple les représentants de l'Amérique ou de la Ligue des Nations nous proposaient à certaines conditions la cessation des hostilités contre Denikine ou Koltchak, ils pensaient nous mettre en posture difficile. En réalité c'est eux qui s'y sont trouvés, et c'est nous qui avons remporté une énorme victoire diplomatique. Ils ont été obligés, dans leur confusion, de retirer leurs conditions, fait qui a été publié dans toute la presse et dans la littérature diplomatique du monde entier. Mais nous ne sommes pas gens à nous contenter d'une victoire diplomatique. Il nous faut des relations commerciales effectives, et non des victoires diplomatiques. Or c'est seulement cette année que les relations commerciales ont commencé à se développer un peu. La question des relations avec l'Angleterre s'est posée.

La guerre polonaise nous a fait faire pour longtemps un pas en arrière. L'Angleterre était prête à signer l'accord, la bourgeoisie anglaise le voulait, mais la Cour ne le voulait pas, et elle faisait tout pour le rompre. La guerre polonaise l'ajourna, et la question n'est pas encore résolue.

De là aussi dépend la question des concessions. Elle a été pendant cette année plus débattue que jamais. Le 23 novembre fut publié le décret du Conseil des Commissaires du Peuple posant la question sous la forme la plus acceptable pour les capitalistes étrangers. Ce décret nous a fait faire un pas vers l'engagement des pourparlers. Le Comité Central dans sa majorité était partisans de la nécessité des concessions et c'est là le point de vue que nous vous demanderons de confirmer de votre autorité. Les concessions nous sont nécessaires parce que nous n'avons pas le moyen de restaurer notre économie ruinée, avec nos seules forces, sans le matériel et les secours techniques de l'étranger. Il ne suffit pas d'importer ce matériel. On peut faire aux concessionnaires des conditions plus avantageuses, pour s'assurer la fourniture d'un matériel plus perfectionné. Nous pourrions ainsi rattraper au moins quelque peu, ne fût-ce que d'un quart ou de la moitié, les puissants trusts des autres pays. Sans cela nous sommes condamnés à demeurer dans une

position difficile. Sans une tension extrême de toutes nos forces, nous ne rattraperons jamais l'étranger, personne ne peut en douter dès qu'il considère avec un tant soit peu de bon sens la situation actuelle. Avec certains des plus grands trusts internationaux, les pourparlers sont commencés. Il est bien certain que de leur part ce n'est pas un service gratuit qu'ils nous rendent : ils recherchent uniquement d'immenses bénéfices. Le capitalisme contemporain n'est pas l'ancien capitalisme du temps de paix ; il réclame des cent pour cent de gain, exploitant sa situation privilégiée sur le marché mondial. Naturellement la chose nous coûtera très cher, mais il nous faut monter notre appareil technique.

Le 1^{er} février 1921 le Conseil des Commissaires du Peuple a décidé d'acheter à l'étranger 18 millions 1/2 de pouds de charbon pour parer à la crise du combustible qui se montrait déjà. Nous serons obligés de faire encore de plus vastes concessions pour acheter des objets de première nécessité pour les paysans.

Les événements de Cronstadt

Je m'arrêterai maintenant sur les événements de Cronstadt. Je n'ai pas encore les dernières nouvelles, mais il ne fait pas de doute que cette mutinerie qui nous a rapidement montré la figure connue des généraux blancs sera prochainement liquidée. Mais il nous faut tirer les enseignements politiques et économiques de ce fait.

Que signifie-t-il ? C'est le passage du pouvoir politique à un conglomérat informe ou à une ligue d'éléments hétéroclites qui semblent seulement un peu plus à droite que les bolcheviks, ou peut-être même un peu plus à gauche, car à ce point obscure est la nuance des groupements politiques qui ont essayé de prendre le pouvoir à Cronstadt. Il est sûr en même temps que les généraux blancs, vous le savez tous, ont joué là un grand rôle. Le fait est entièrement prouvé. 15 jours avant les événements de Cronstadt les journaux de Paris annonçaient déjà la révolte. L'action des s.-r. et des gardes-blancs de l'étranger est certaine. Cela n'empêche que le mouvement a à sa base un élément de contre-révolution petite-bourgeoise, d'anarchisme petit-bourgeois. C'est là quelque chose de nouveau. Ce fait, rapproché de toutes les crises, doit attirer notre attention et être soigneusement analysé. Nous avons là une manifestation petite-bourgeoise, démocratique, réclamant le commerce libre et protestant contre la dictature du prolétariat. Mais les éléments sans-parti ont servi de marchepied, d'échelon, de passerelle, aux gardes-blancs. Politiquement c'était fatal. Nous avons bien des fois rencontré l'élément petit-bourgeois et anarchique dans la révolution russe. Nous avons toujours eu à lutter contre lui. Depuis février 1917 nous avons vu à l'œuvre ces éléments petits-bourgeois, pendant « la Grande Révolution », et nous avons vu les tentatives des partis petits-bourgeois, déclarant dans leur programme qu'ils n'avaient presque aucune différence avec les bolcheviks, mais qu'ils allaient à leur but identique avec des méthodes différentes. Nous ne le savons pas seulement par l'expérience de la révolution d'octobre, mais aussi par celle des diverses pro-

vinces de l'ancien empire russe où le Pouvoir des Soviets a été remplacé par d'autres. Rappelons-nous le Comité Démocratique de Samara. Tous ont fait paraître des devises d'égalité, de liberté, d'Assemblée Constituante, et non pas une fois, mais toutes, ils ont été finalement la passerelle dont s'est servi pour venir le gouvernement des gardes-blancs. L'expérience de toute l'Europe a montré comment se terminent toutes ces tentatives pour s'asseoir entre deux sièges. Nous devons considérer plus attentivement cette contre-révolution petite-bourgeoise qui réclame la liberté du commerce.

Le prolétariat et la classe paysanne

Il nous faut comprendre que dans la crise actuelle de l'agriculture nous ne pouvons exister qu'en faisant appel à l'exploitation paysanne pour secourir les villes et les campagnes. Nous devons nous rappeler que la bourgeoisie tente de soulever les paysans contre les ouvriers. Voilà la difficulté politique qui réclame du Parti Communiste dirigeant et des éléments révolutionnaires du prolétariat une juste solution.

Ensuite se posent les questions économiques. Qu'est-ce que cette liberté du commerce réclamée par l'élément petit-bourgeois ? C'est la preuve que dans les rapports du prolétariat avec les petits cultivateurs il subsiste des problèmes que nous n'avons pas encore résolus. Je veux parler de l'attitude du prolétariat victorieux à l'égard des petits patrons, au moment où la révolution prolétarienne se développe dans un pays où le prolétariat est une minorité, où la majorité est petite-bourgeoise. Le rôle du prolétariat dans un pareil pays est de diriger ces petits patrons dans le sens du travail collectif pour l'intérêt commun. La chose est certaine en théorie. Nous avons pris pour cela de nombreux décrets, mais nous savons qu'il ne s'agit pas de décrets, mais de réalisation pratique. Or en pratique le résultat n'est possible que si nous avons une grande industrie extrêmement puissante, pouvant fournir au petit producteur des avantages suffisants pour lui rendre évidents les avantages de cette grande production.

C'est ainsi que la question a toujours été posée dans la théorie par les marxistes et par tous les socialistes qui ont raisonné sur la révolution sociale. Or nous avons une particularité essentiellement propre à la Russie, c'est la présence non seulement d'une minorité, mais d'une faible minorité de prolétariat et d'une énorme majorité de paysans. De plus les conditions dans lesquelles nous sommes obligés de défendre la révolution nous ont rendu très difficile la solution du problème. Pratiquement nous ne pouvions pas montrer les avantages de la grande production, puisque cette grande production était détruite, réduite elle-même à végéter misérablement, et que nous ne pouvions la restaurer qu'en imposant de lourds sacrifices à ces même petits cultivateurs. Il nous faut relever l'industrie, et pour cela nous avons besoin de combustible, comme combustible nous ne pouvons guère compter que sur le bois, et par suite nous devons tout demander au paysan et à son cheval. Vu la crise, le manque de fourrage

et la destruction du bétail, le paysan doit faire crédit au Pouvoir des Soviets et avoir confiance dans cette grande industrie dont pour le moment il ne reçoit rien. Voilà le fait économique qui crée d'énormes difficultés et qui nous oblige à approfondir davantage les conditions du passage de la guerre à la paix. Nous ne pouvons maintenir notre vie économique pendant la guerre qu'en disant aux paysans : il faut donner à crédit au Gouvernement Ouvrier et Paysan, afin qu'il puisse sortir de sa triste situation. Quand nous portons toute notre attention sur la restauration économique, nous devons savoir que nous avons devant nous le petit cultivateur, le petit patron, le petit producteur, qui travailleront pour le marché jusqu'à la pleine victoire de la grande production, victoire qui n'est possible que sur l'ancienne base. Ce sera l'affaire de longues années, de 10 ans au moins, et sans doute de plus, étant donné notre misère. Jusqu'alors, pendant de longues années nous devons avoir affaire aux petits producteurs comme tels et cette réclamation du commerce libre sera inévitable. Partant de là, le Comité Central a pris la décision et a voulu ouvrir la discussion concernant le remplacement des levées alimentaires par un impôt. Aujourd'hui il a mis la question à l'ordre du jour du Congrès, ce que vous avez approuvé par votre vote.

Impôt et levée

La question de l'impôt ou de la levée a été posée depuis longtemps, depuis la fin de 1918, mais elle n'a pas été appliquée. Elle a été accompagnée pendant quelques mois d'un certain nombre de circulaires qui n'ont jamais été mises en pratique. D'autre part l'enlèvement aux paysans de leur surplus était pour nous une mesure rendue nécessaire par la guerre, mais qui ne répond plus aux conditions de l'Etat de paix. Le paysan a besoin de savoir ce qui lui sera demandé et ce dont il pourra disposer pour son petit commerce.

Toute notre économie nationale, dans son ensemble comme dans ses diverses branches, a été pénétrée des conséquences de la guerre. Nous avons donc dû nous proposer de rassembler une quantité déterminée de denrées alimentaires, sans prendre en considération le reste des besoins économiques. Aujourd'hui que nous ne sommes plus pressés par les exigences militaires, nous commençons à considérer d'un autre œil l'impôt en nature : il ne s'agit plus seulement de pourvoir aux besoins de l'Etat, mais encore de respecter ceux des petites exploitations agricoles. Nous devons faire le maximum dans ce sens. C'est là une chose essentielle. Il faut donner au paysan une certaine liberté de commerce local, changer la levée en un impôt permettant au cultivateur de régler sa production d'après le taux de cet impôt. Nous le savons, dans les circonstances actuelles, c'est là une chose difficilement réalisable. Mais nous devons faire le maximum de concessions les plus favorables pour manifester son énergie. Jusqu'alors nous nous adaptions aux exigences de la guerre. Aujourd'hui nous devons nous adapter à celles de la paix. Voilà le problème qui s'est posé au Comité Central, il est étroitement lié à celui

des concessions, c'est l'institution de l'impôt en nature sous le Pouvoir du prolétariat. Le gouvernement prolétarien, au moyen des concessions, peut s'assurer une alliance avec les Etats capitalistes les plus développés et par là renforcer son industrie, sans laquelle nous ne pouvons pas faire de progrès vers le communisme. En même temps, dans cette période de transition, dans un pays où la classe paysanne est dominante, nous devons savoir faire le maximum pour renforcer économiquement la classe paysanne. Il faut lui donner la possibilité de développer librement son exploitation. Notre révolution est entourée d'Etats capitalistes. Tant que nous sommes dans cette situation intermédiaire, nous sommes obligés de rechercher des formes excessivement complexes de relations. Pressés par la guerre, nous n'avons pas pu fixer notre attention sur les relations économiques qui doivent exister entre le Pouvoir prolétarien, tenant entre ses mains la grande industrie ruinée à un point inouï, et les petits cultivateurs qui ne peuvent vivre sans qu'on leur assure une certaine liberté de mouvement. J'estime que cette question est la plus importante dans le domaine économique et politique pour le Pouvoir des Soviets à l'heure actuelle. J'estime que c'est elle qui marquera le résultat politique de notre travail au moment où nous avons terminé la période de guerre et où nous entrons dans l'état de paix. Cette tran-

sition comporte des difficultés telles, est tellement déterminée par l'existence de l'élément petit-bourgeois, qu'il faut la considérer avec la plus grande précaution. Nous devons partir du point de vue de la lutte de classes et ne jamais oublier que les relations entre le prolétariat et la petite bourgeoisie sont une question difficile réclamant des mesures complexes ou plutôt tout un système compliqué de mesures de transition. Nous avons décidé à la fin de 1918 l'impôt en nature, c'est la preuve que la question s'était déjà posée devant les communistes, mais nous n'avons pas pu la résoudre à cause de la guerre. C'est elle qui nous a obligés à recourir à des mesures militaires. Mais ce serait une erreur énorme d'en tirer la conclusion que ces mesures-là seules sont possibles. Quand on entre dans la paix au milieu d'une crise économique, il faut se souvenir qu'il est plus facile de réaliser l'Etat prolétarien dans un pays muni d'une grande production que dans un pays où domine la petite production. Nous n'oublions pas que le prolétariat est une chose et le petit producteur une autre. Nous devons reconnaître la nécessité des concessions, des achats de machines et d'instruments agricoles, afin de rétablir entre le prolétariat et la classe paysanne des relations de nature à assurer l'existence de l'un et de l'autre pendant l'état de paix.

N. LENINE.

LE CONGRÈS ET SES DÉCISIONS

La presse bourgeoise du monde entier s'est une fois de plus remplie de nouvelles annonçant la chute imminente du Pouvoir des Soviets. Une fois de plus, ses espérances ont été ruinées par les faits, et j'entends par là non point seulement l'écrasement des insurgés de Cronstadt et de quelques soulèvements locaux de paysans sibériens, mais encore et surtout l'œuvre politique du X^e Congrès du Parti Communiste.

Dans les deux questions essentielles qui étaient à son ordre du jour, celle des rapports du prolétariat avec la classe paysanne, et celle des rapports de l'avant-garde communiste du prolétariat avec sa masse plus arriérée, le Congrès a trouvé une solution unanime à laquelle s'est ralliée la grande, l'écrasante majorité du Parti. Sans doute, les divergences qui régnaient sur la deuxième question, c'est-à-dire quant au rôle des syndicats, n'ont pas complètement disparu, et six camarades ont voté contre les résolutions finalement adoptées. Mais ce n'était là qu'une réserve de forme ; en réalité, la discussion, qui depuis décembre a été menée de la façon la plus large, a passionné les masses communistes et a donné naissance à toute une littérature, a atténué les divergences sur les points les plus importants et a arrondi les angles les plus accusés des opinions en présence. L'autorité du Congrès, et plus encore celle de la majorité écrasante du Parti qui a fait bloc autour du point de vue de Lénine, est tellement grande qu'on peut penser en toute tranquillité que les camarades jusqu'alors d'opinions divergentes, ne se borneront pas à se soumettre extérieurement, ce qui va de soi, dans le Parti Communiste de Russie. Les chefs de ce Parti savent sans phrases pratiquer eux-mêmes à son égard la discipline qu'ils

exigent de la masse de ses membres. Le grand organisateur de l'Armée rouge s'est incliné devant la décision du Parti, de même s'inclinent les chefs de « l'opposition ouvrière » Chliapnikov et ses amis qui avaient exprimé sous une forme quasi syndicaliste le mécontentement des masses ouvrières, fatiguées et épuisées. Le Congrès a condamné leurs écarts, mais il a reconnu leurs mérites dans la lutte contre le bureaucratisme résultant de longues années de guerre et de l'affaiblissement du prolétariat, et il les a élus au Comité Central du Parti, afin qu'ils puissent aider à détruire les abus réels et à rendre plus fortes et plus intimes les relations entre le Parti et la masse. Si peu agréable que puisse être pour ces camarades la condamnation de leur tendance syndicaliste, l'autorité du Congrès, le sentiment que le Parti Communiste de Russie, malgré toutes ses erreurs, malgré les difficultés engendrées par la guerre, est le seul Parti et le seul Gouvernement prolétariens possibles en Russie, sont si puissants et si grands que les chefs de tous les groupes divergents se sont ralliés aux décisions prises.

I. — Les rapports avec les paysans

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, la première question sur laquelle le Congrès a eu à prendre position est celle des rapports du prolétariat avec la classe paysanne. La crise de l'économie rurale, affaiblie par sept ans de guerre, et la conviction établie chez les paysans que tout danger de restauration féodale est à jamais écarté, avaient gâté l'attitude de ces derniers à l'égard de la classe ouvrière. La classe paysanne, ou du moins une partie, estime que le Gouvernement prolé-

rien lui impose des exigences au-dessus de ses moyens. Le Congrès a dû chercher s'il n'était pas possible de soulager les paysans sans mettre en danger le ravitaillement de la population urbaine. Il a dû rechercher si la politique d'approvisionnement ne devait pas changer ses méthodes, et il en est venu à cette conclusion unanime qu'il y a en effet moyen de satisfaire les paysans tout en sauvegardant l'approvisionnement des villes. Le changement à opérer est de supprimer le système par lequel on réquisitionnait au paysan toute sa récolte, sauf le minimum reconnu nécessaire à sa subsistance, et de le remplacer par un impôt en nature n'enlevant qu'une portion déterminée des produits, en tenant compte de la famille, du bétail et de la récolte du producteur, qui peut ensuite librement disposer du reste. En prenant cette décision, le Congrès a trouvé le véritable moyen de stimuler l'intérêt du paysan à augmenter sa surface ensemencée et l'intensité de son travail. Le cultivateur pourra échanger son surplus contre les produits manufacturés d'un fonds spécial de marchandises constitué par le Commissariat de l'Approvisionnement. Ce fonds d'objets manufacturés sera partie acheté à l'étranger, partie fabriqué par l'industrie nationalisée, qui ne sera plus obligée désormais de travailler pour l'armée et pour la guerre comme elle a dû le faire au cours des trois dernières années. Si l'on considère encore que la démobilisation partielle de l'Armée Rouge diminuera d'environ 2 millions de bouches les charges de l'Etat et que la convention commerciale avec l'Angleterre, suivie bientôt sans doute de conventions semblables avec l'Amérique et l'Allemagne, fera du Gouvernement Soviétiste l'intermédiaire entre le marché capitaliste mondial et la production rurale indigène, on peut compter sur une amélioration de la situation du paysan sans que le ravitaillement des villes devienne pour cela plus difficile. L'essentiel, c'est que le stimulant fourni au paysan, ainsi encouragé à augmenter sa récolte, placera sur un terrain solide les décisions du 8^e Congrès des Soviets sur l'extension de la surface ensemencée.

Evidemment, cette nouvelle politique présente des dangers. Là où le Gouvernement ne sera pas en état d'échanger la partie disponible de la récolte des marchandises, le paysan demandera des produits manufacturés aux spéculateurs et aux artisans en échange de son excédent de récolte. Ce sera un regain de vigueur pour l'élément capitaliste. Ce danger ne peut être évité qu'en renforçant et en développant l'industrie nationalisée. Si on y réussit, il est de toute évidence que le spéculateur et l'artisan, placés en concurrence avec l'industrie nationalisée, ne prendront jamais tournure de capitalistes. Le renforcement de l'industrie nationalisée et son développement dépendent du succès qu'auront les pourparlers engagés avec le capital étranger en vue des concessions. Ils dépendent davantage encore du développement plus ou moins rapide de la révolution prolétarienne en Occident, qui permettra à la République Soviétiste de recevoir directement du prolétariat européen les moyens de production dont elle a besoin. Ils dépendent aussi de la paix extérieure dont la Russie jouira ou ne jouira pas au cours des mois prochains. Le Parti Communiste de Russie ne se dissimule pas les dangers, mais il sait très bien que depuis la Révolution d'Octobre, il n'a jamais cessé d'être en danger. Sa politique générale a toujours prétendu se régler sur le développement de la Révolution mondiale. Jusqu'ici, bien que le prolétariat n'ait pas encore triomphé dans les au-

tres pays, les événements ont cependant donné raison à la Russie Soviétiste. La révolution allemande l'a libérée du danger d'être étranglée par l'impérialisme allemand. Le prolétariat anglais et français, en évoluant vers la gauche, a aidé l'armée rouge à empêcher la Russie d'être écrasée par l'impérialisme de l'Entente.

La Russie est persuadée que sa politique extérieure et les progrès à venir de la Révolution mondiale lui permettront de profiter, dans l'intérêt du prolétariat universel, du répit obtenu à l'intérieur par les concessions accordées aux paysans. En effet, ces concessions n'ont pas été dictées uniquement par les difficultés du moment, mais aussi par la volonté positive de relever l'agriculture russe, afin que la République Soviétiste puisse être en état, le moment venu, de servir de grenier à la Révolution occidentale, bloquée par le capitalisme anglo-américain. Cette dernière considération répond aux accusations d'opportunisme lancées par les laquais de la bourgeoisie européenne et par leurs aides centristes à l'adresse de notre politique de concessions, à la classe paysanne et au capital étranger. L'« opportunisme » du Gouvernement Soviétiste est le plus grand des services qu'il puisse rendre au prolétariat européen. Tout ce qui sert à maintenir le pouvoir entre les mains de l'avant-garde de la classe ouvrière russe, fournit un avantage direct au prolétariat occidental, qui n'a rien à gagner à ce que le Gouvernement Soviétiste donne dans la chimère d'un socialisme « pur » à réaliser dans la Russie isolée. Inversement, si la Russie doit être un point d'appui solide pour la Révolution universelle, elle a le droit de faire des concessions aussi larges qu'il est nécessaire aux nécessités du moment. L'important, c'est que l'avant-garde du prolétariat conserve le pouvoir et ne permette pas à la contre-révolution occidentale d'employer les dizaines de millions de paysans russes à écraser la Révolution grandissante et les forces économiques de la Russie à restaurer le capitalisme mondial.

II. — Le Parti Communiste et les masses ouvrières

Dans toutes ses concessions à la petite bourgeoisie villageoise ou bien au capital européen, le Parti Communiste russe doit toujours viser à se fortifier sur sa base sociale propre : le prolétariat. La classe ouvrière, au cours de la guerre et de la Révolution, a subi d'importantes modifications. Pendant la guerre déjà, des centaines de milliers de paysans, d'artisans, de boutiquiers, etc., etc., ont afflué dans les usines, attirés les uns par les hauts salaires, les autres par l'exemption du service militaire. Pendant la guerre civile, pendant les années de famine, beaucoup d'ouvriers se sont dispersés dans les campagnes, beaucoup de véritables prolétaires ont abandonné les usines pour prendre les armes et défendre la République dans les rangs de l'Armée rouge, ou bien encore prendre part à la gestion des affaires publiques. C'est ainsi que l'avant-garde communiste du prolétariat a perdu de sa force dans les usines et que l'élément petit-bourgeois s'y est augmenté. A ce résultat a contribué encore la mobilisation du travail, qui a amené dans les villes de nouvelles masses de paysans. La classe ouvrière, ainsi modifiée dans sa composition sociale, a eu au cours de la guerre immensément à souffrir : elle a supporté la faim, elle a dû travailler sans relâche dans l'industrie de guerre pour satisfaire

les besoins de l'armée ; elle a dû sacrifier ses plus élémentaires exigences pour que les défenseurs du pays soient nourris et habillés. La masse la moins éclairée des ouvriers, surtout dans les instants les plus difficiles, a été amenée à voir dans les communistes des directeurs exigeants, réclamant toujours d'elle de nouveaux sacrifices. De là une certaine tension contre les éléments ouvriers non communistes et le Parti Communiste ou le Gouvernement Soviétiste.

Un des problèmes les plus graves qui se posent au Parti dans les circonstances actuelles consiste à diminuer la distance entre l'avant-garde et l'arrière-garde du prolétariat, sinon à la supprimer complètement. Ce problème doit être résolu à la fois dans le domaine matériel et dans le domaine moral. Par l'adoption du point de vue de Lénine, selon lequel les méthodes de la démocratie ouvrière doivent être appliquées dans les syndicats et une vaste campagne politique entreprise pour appeler les sans-parti à la gestion des affaires publiques, des organisations professionnelles, etc., etc., le Parti Communiste engage sur un terrain moral nouveau la lutte pour la conquête des masses ouvrières. La constitution d'une commission spéciale qui doit prendre des mesures énergiques pour améliorer la situation de l'ouvrier, place cette même lutte sur le terrain matériel. Evidemment, il subsistera des inégalités dans la situation des diverses catégories de travailleurs. Les mineurs, les métallurgistes et les cheminots, par exemple, doivent rester dans le prolétariat des groupements particulièrement favorisés, pour la raison que les branches d'industrie correspondantes sont le point de départ obligé de toute renaissance économique. Mais le Congrès impose au Gouvernement l'obligation de supprimer toutes les inégalités non indispensables et d'améliorer par tout un système de mesures petites et grandes la situation des plus basses catégories de travailleurs. Ces dernières semaines ont montré que les efforts du Parti n'ont pas été sans succès. On a pu le voir dans de nombreuses assemblées et conférences générales, les ouvriers sans parti ont compris que seul le Parti Communiste, malgré les fautes qu'on peut lui reprocher, malgré les abus qui ont pu être commis en son nom, est capable, après avoir défendu la Russie Soviétiste les armes à la main, de sauver la classe ouvrière de la misère et de la famine pour l'amener à une vie supérieure. Le calcul des contre-révolutionnaires, qui espéraient faire de la révolte de Cronstadt le signal de grands troubles ouvriers dans les centres industriels et amener ainsi la chute du Gouvernement Soviétiste, a complètement échoué. Le complot des gardes-blancs de Cronstadt n'a pas seulement été liquidé, il a encore aidé le Gouvernement Soviétiste à prouver aux masses ouvrières que le danger de la contre-révolution n'est pas encore passé. Ce simple ensemble de faits que la révolte de marins, qui sont pour la plupart des fils de paysans du sud de la Russie ou des côtes de la Mer Noire, a servi presque aussitôt à amener au pouvoir des généraux blancs, que les gardes-blancs de toute l'Europe se sont mis à accourir en Esthonie et en Finlande pour commencer par Cronstadt une nouvelle campagne contre-révolutionnaire en Russie soviétiste, que Cronstadt a failli ouvrir les portes toutes grandes à une intervention impérialiste, cet ensemble de faits a suffi à montrer aux masses sans parti que tout mouvement dirigé contre le Gouvernement Soviétiste est en réalité un mouvement en faveur des junkers et des capitalistes russes et de la contre-révolution étrangère. Les socialistes-révolutionnaires

et les mencheviks, qui sont dénués de tout programme pour combattre la misère et pour résoudre la question sociale, n'ont cherché qu'à exagérer le mécontentement des travailleurs épuisés et apparaissent maintenant aux masses ouvrières comme des agents, conscients ou inconscients, de la contre-révolution étrangère.

Les travailleurs russes ne veulent plus être les victimes de la contre-révolution. Il se peut que dans leur misère certains murmurent contre les grands sacrifices et les privations qui leur sont demandés pour la défense de la patrie soviétiste ou pour son relèvement ; mais au moment où le danger de la contre-révolution se dresse clairement devant eux, toute la classe ouvrière rassemblée de nouveau ses forces et se groupe autour du Parti Communiste, gardien de la révolution.

III. — L'organisation intérieure du Parti

Pour engager de nouvelles relations avec la classe paysanne, pour attirer dans ses rangs des millions de travailleurs sans parti, le Parti Communiste doit perfectionner son organisation et réadapter aux besoins du moment sa propre structure. La question de l'organisation intérieure du Parti était donc un corollaire des autres grandes questions politiques que le Congrès avait à résoudre. Précisément, au moment où le Parti Communiste fait des concessions aux éléments petits-bourgeois et à la classe paysanne, il doit renforcer son caractère prolétarien, car autrement il cesserait d'être le facteur prépondérant dans ses relations avec la petite bourgeoisie pour devenir au contraire la victime de cette dernière.

Par sa qualité de Parti dominant, le Parti Communiste est devenu un point d'attraction pour les éléments petits-bourgeois carriéristes, en particulier pour les intellectuels. Par sa propagande dans l'Armée rouge, il s'est acquis les meilleurs éléments de la jeunesse paysanne, entrés dans les écoles militaires et dans les organisations communistes. Il s'agit pour lui de se débarrasser des éléments carriéristes, d'assimiler les éléments paysans qui ont défendu les armes à la main le Gouvernement soviétiste, et, chose plus essentielle encore, d'attirer dans ses rangs des centaines de milliers de prolétaires jusqu'à présent restés en dehors.

L'organisation même du Parti avait besoin d'être réformée. Au moment où il s'agissait de triompher des armées blanches, le Parti avait dû nécessairement se soumettre à une discipline militaire de fer et réduire au minimum le principe démocratique. Les décisions les plus fondamentales étaient fréquemment prises sans discussion préalable par les masses communistes. Le Comité Central déplaçait d'un point à l'autre de la Russie, selon les exigences du moment, des milliers de communistes. Le Parti Communiste de Russie était d'abord une armée, une troupe de choc, et ensuite seulement un Parti politique. Mais dès que les tenailles de fer de la guerre ont quelque peu relâché leur étreinte, la discussion recouvra ses droits : depuis le mois de septembre 1290, en débattant toutes les questions de politique et d'organisation intérieure, le Parti Communiste a pu passer en revue ses côtés forts et ses côtés faibles ; il a examiné tous les problèmes qui avaient surgi dans son sein ; il a créé par là une unité, nouvelle à un degré supérieur de la conscience de ses membres ; il a écarté à la fois la tendance qui, dans un juste désir d'augmenter la production,

prétendait transporter les méthodes militaires du commandement dans le travail économique, et cette autre tendance qui, par réaction contre la centralisation et la discipline militaires, préconisait dans l'organisation intérieure un démocratisme sans borne, et cédant à la pression des masses sans parti, diminuait le rôle actif et dirigeant du Parti Communiste, en remettant sans plus la direction de l'industrie entre les mains des syndicats, bien que la grosse masse des ouvriers organisés, neutres politiquement, fatigués, ne soit pas capable de subordonner les aspirations du moment aux intérêts durables du prolétariat. La première tendance, bureaucratique et militaire, menaçait d'accroître la distance entre les masses sans parti et le Parti Communiste. La seconde, la tendance syndicaliste, menaçait de lancer le navire de l'État, sans gouvernail et sans pilote, à travers l'océan. Le Congrès a décidé d'attirer les masses sans parti et, en les approchant de l'avant-garde communiste, de les faire participer toujours davantage à la solution des questions politiques et économiques.

La dictature du prolétariat n'est réalisable que comme la dictature de son avant-garde consciente, c'est-à-dire du Parti Communiste. Mais ce dernier ne doit jamais oublier que s'il est seul, sans le large soutien des masses prolétariennes non communistes, il sera hors d'état de remplir sa tâche révolutionnaire. La démocratie à l'intérieur du Parti est indispensable, s'il ne veut pas se pétrifier, s'il veut, tout en imposant à la masse de ses membres les plus dures exigences, obtenir toujours d'eux une adhésion volontaire et joyeuse.

Mais en même temps et dans chaque situation, le Parti Communiste doit toujours savoir subordonner la forme démocratique au but général de la dictature du prolétariat. Le Congrès a eu nettement conscience de cette nécessité. Les contre-révolutionnaires qui spéculaient sur une scission parmi les communistes, qui comptaient que tels ou tels éléments du Parti ouvriraient la porte de la forteresse du prolétariat russe à ses ennemis, ont été trompés dans leurs espérances. Le Congrès a décidé que la majorité compacte des deux tiers du Comité Central, de ses membres suppléants et de la commission de contrôle, cinquante-huit personnes en tout, auraient le droit d'exclure du Parti tout membre du Comité Central qui ne se rallierait pas à ses décisions et qui contrecarrait la politique du Parti. C'est là l'expression de la volonté générale du Parti que le Comité Central doit avoir l'entière direction de la Révolution dans toutes les situations dangereuses et ne doit sous aucun prétexte ressembler au Conseil de la Guerre d'Autriche, où les ordres succédant aux contre-ordres ne donnaient en fin de compte que du désordre et l'absence de direction.

IV. — Les résultats du Congrès

Les contre-révolutionnaires russes et le capital universel se figuraient assister bientôt au Thermidor de la Révolution russe. Ils croyaient que les paysans, ayant maintenant, grâce aux communistes, la possession du sol, garantie contre toute réaction féodale, une rupture se produirait fatalement entre eux et les communistes. Ils comptaient que le Parti Communiste, par l'excès de tension demandé aux masses laborieuses sans parti, les détacherait de lui et se trouverait ainsi privé de sa base sociale dans les masses pour succomber enfin isolé, dénué de tout soutien. Ils voyaient déjà le Robespierre de la Révolution

russe repousser de lui non seulement les modératistes et les hébertistes, mais encore la Commune de Paris avec Chaumette à sa tête ; ils attendaient le moment où la tête du Robespierre russe tomberait à son tour sur la place de la Roquette, au milieu des cris de joie de la jeunesse dorée et devant la passivité des masses qui l'avaient porté au pouvoir. Mais toute l'analogie de ces savants contre-révolutionnaires tombe à faux. Le Gouvernement Soviétiste saura renforcer encore sa liaison avec les paysans. Ces dizaines de milliers de fils de paysans qui se sont instruits sur les fronts et dans les écoles militaires et sont devenus parfois des commandants rouges, et qui ont compris la situation de la Russie et la nécessité de cette union entre la classe paysanne et le prolétariat, formeront le pont entre les deux classes. Les paysans se persuaderont que le Gouvernement Soviétiste n'a pas été seulement le meilleur moyen d'opérer la Révolution agraire, mais est aussi le seul d'assurer aux paysans le progrès de l'agriculture. Le Parti Russe n'a rompu avec aucun des groupements qui se sont manifestés au cours des discussions. Il a resserré son unité, il a soumis ses groupements à la volonté de son écrasante majorité et, loin de se séparer des couches sociales qui l'ont porté au pouvoir, il n'a fait que fortifier encore ses relations avec elles.

Le parallèle avec la Révolution française et le sort de la dictature des Jacobins cloche dans le point principal. Robespierre représentait la petite bourgeoisie ; il lui était donc impossible de faire accepter longtemps aux éléments bourgeois et petits-bourgeois la politique antibourgeoise qui avait été rendue nécessaire par la guerre ; il devait céder la place aux spéculateurs de Thermidor, parce qu'il représentait la classe dont le caractère est formé par le système économique libre et individualiste. Robespierre devait fatalement rompre avec le prolétariat parisien, car le rêve des enrégimentés d'égalité sociale, le rêve de ce jeune prolétariat était pour lui, représentant de la bourgeoisie, un cauchemar.

Le Parti Communiste de Russie est un Parti prolétarien. L'économie socialiste organisée, les buts qu'il se propose, sont précisément les buts de notre époque, de même que le système de la liberté était le seul système possible à l'époque du jeune capitalisme. Les concessions que le Parti Communiste fait aux éléments capitalistes sont passagères. La marche des événements va dans le sens de l'organisation des forces économiques sur la base communiste. Seule la lenteur de cette évolution nous oblige à faire des concessions au passé. Robespierre a été balayé par la vague de l'histoire, le Parti Communiste de Russie a l'avenir pour lui. Robespierre devait rompre avec le prolétariat parisien, parce qu'il représentait la bourgeoisie : le Parti Communiste de Russie sentira toujours plus solidement sous lui son sol natal, le sol du prolétariat, et puisera dans ce contact des forces toujours nouvelles. Car il est, dans son essence et dans ses buts, un Parti prolétarien.

Le Parti Communiste de Russie peut encore avoir devant lui de durs combats ; il les surmontera victorieusement. L'esprit d'énergie prolétarienne qui émane des décisions du 10^e Congrès, ainsi que l'élasticité et la prudence qui les caractérisent, sont la garantie de cette victoire et du développement ultérieur de la République Soviétiste.

Karl RADEK.

Poincaré le Sinistre et le Tsarisme Russe

Personne ne doute que toute la politique française n'ait été fortement influencée par le gouvernement et les financiers de la Russie tsariste. Personne ne doute que Poincaré et Delcassé hommes bornés, mais d'une vanité et d'une ambition démesurées, domestiques les plus soumis de feu Nicolas Romanov, autant pour complaire à la Bourse Française que pour recevoir des honneurs et des profits matériels n'aient orienté la politique française dans le plus outrageux tsarisme.

Aussi bien, les responsabilités de la guerre se partagent à peu près également entre les divers Etats capitalistes. Mais d'une part les documents publiés par le camarade Pokrovsky montrent le rôle criminel incontestable joué par la diplomatie franco-russe et d'autre part ainsi que l'exprime excellemment le premier manifeste de l'*Internationale Communiste* : — « Préparée par la marche de l'histoire pendant plusieurs dizaines d'années, la guerre, fut déchainée par une provocation directe et consciente de la Grande-Bretagne. Le gouvernement de ce pays avait fait le calcul de soutenir la Russie et la France exclusivement dans la mesure nécessaire pour les épuiser en épuisant l'Allemagne, son ennemie mortelle. Mais la puissance du système militaire allemand apparut trop dangereuse et imposa une intervention non plus apparente, mais réelle de l'Angleterre. »

Depuis quelque temps une vigoureuse offensive est menée contre Poincaré-le-Sinistre. Le regretté et ardent Raymond Lefebvre en prit l'initiative, et dénonça à Enghien l'ex-président de la République. Or Poincaré se défend et a entrepris une série de conférences par lesquelles il tente de se justifier. « Ce n'est pas moi ! ce n'est pas moi ! » semble-t-il dire, au juge inexorable — le prolétariat qui attend — dissimulant son inquiétude sous le fatras de paroles, de souvenirs, de citations et de références dont il enveloppe ses discours. Mais si habile avocat qu'il soit et si assuré d'être couvert par la bande d'aigrefins peuplant l'Académie, l'Armée, le Parlement et la Finance, il lui échappe parfois des aveux involontaires et terrifiants.

Ce Lorrain obstiné, cet homme de la revanche, ce germanophobe fielleux et monomane, s'agenouillait devant le tsar et se vautrait reptilement sur le tapis foulé par les pieds d'un grand criminel qui longtemps présida aux quotidiennes tortures infligées au peuple russe. Et ces aveux ne sont point dus au hasard d'improvisations plus ou moins éloquentes ou hâtives, mais sont dûment enregistrés dans le texte que pour en extraire monnaie et gloire, l'ancien président de la République publie dans une revue nationaliste.

D'une manière fort précise, l'homme sinistre raconte comment le gouvernement français dont il faisait partie, invité par l'Allemagne à envoyer une partie de la flotte à

l'occasion de l'inauguration du canal maritime de Kiel, refusa d'abord, puis revint sur sa décision. Pourquoi ? Parce que, écrit non pas quelque farouche communiste ou révolutionnaire, mais Poincaré-le-Sinistre, Poincaré l'impérialiste lui-même, parce que « *notre ambassadeur ayant demandé à Nicolas II s'il enverrait la flotte russe à Kiel, le tsar avait exprimé, dans une note écrite, le désir formel que nos bateaux y vinssent à côté des siens. Devant cette insistance le cabinet français s'inclina* ».

Lorsqu'à la tribune de la Chambre et dans l'*Humanité* Jaurès dénonçait l'ignominie et le péril de l'alliance franco-russe, on le traitait d'agent du Kaiser et la presse capitaliste invitait les « honnêtes » gens à se débarrasser du chef socialiste au premier jour de mobilisation — ce qui d'ailleurs fut ponctuellement exécuté grâce à la complicité concertée de MM. Isvolsky et Poincaré. M. Poincaré et tous les gens de maison chargés par la finance française de l'entretien du Palais Républicain, redoutant le knout du petit-père, se sont soumis avec empressement à ses ordres les plus infâmes et les plus variés : faire la cour à Guillaume II et accorder les milliards nécessaires à l'extermination du prolétariat révolutionnaire russe. On sait combien de coquins siègent à la Chambre et au Sénat, mais aucun homme politique français n'a porté l'uniforme de domestique tsariste avec plus d'aisance et de fierté que Poincaré-le-Sinistre, qui lors de son voyage en Russie, l'été 1914, fut tout joyeux de boire dans la coupe pleine de sang de son maître qu'il rassura et flatta et dont il excita les desseins belliqueux.

A présent, cet homme dont la poltronnerie est légendaire, à telle enseigne que certains de ses familiers racontaient comment, terrifié à l'approche des zeppelins et des aviatiks, il voulait faire construire dans l'Elysée un ascenseur qui l'eût instantanément conduit à deux cents mètres sous terre, — cet homme halluciné par le spectre des millions de victimes de la grande guerre impérialiste, se grise de sa propre éloquence et emplît de longs plaidoyers *pro domo* les colonnes des journaux et les pages des revues. Il a suffi qu'un jeune homme inconnu publiât une brochure où est posée la question de sa responsabilité dans la guerre pour que Poincaré-le-Sinistre, premier valet honoraire du défunt tsar assassin, consacrer son temps à sa défense et à celle des gouvernements scélérats qui se sont succédés en France jusqu'au 4 août 1914. Connaissant l'insomnie de Bianco, Poincaré-le-Sinistre peuple la nuit silencieuse et calme du pianotement des machines à écrire occupées à taper ses discours et ses écrits. Et lorsque d'aventure il lève un œil peureux sur la tapisserie du mur il lit : *Mane, Thecel, Pharès*, recule effrayé et choit de son fauteuil.

Henri GUILBEAUX.

Pages écrites en Prison

Nous terminons dans ce numéro la publication de la première série des petits articles écrits par Karl Liebknecht en prison. (Voir le Bulletin Communiste, n° 13 et 14.)

Aux soldats allemands !

Aux ouvriers allemands !

(Fin septembre 1918)

Les maîtres de l'heure multiplient les manœuvres les plus pressantes et les moins scrupuleuses, pour bien nous tenir en mains.

Le discours du kaiser à quelques centaines d'ouvriers des usines Krupp, triés et commandés pour l'écouter et l'approuver — comme des recrues devant leur caserne — sous peine d'être jetés à la porte, est-il autre chose qu'une farce indigne ? Quand ces messieurs sentent le nœud coulant se resserrer autour de leurs cous, vous devenez leurs camarades et leurs amis. On a besoin de vous, chers camarades, chers amis. C'est à vous que l'on s'adresse avec les plus flatteuses paroles, lorsqu'on a besoin d'un secours. Mais si vous tirez ces messieurs d'embarras, si vous défendez leur trône, leur grandeur, leur pouvoir, si vous leur donnez une proie nouvelle, ils vous caresseront les côtes de telle manière que vous en verrez trente-six chandelles. Il en fut ainsi, et il en sera ainsi pour peu que vous prêtiez foi à leur beau langage. Le kaiser a traité les travailleurs conscients de « gueux ». Il a menacé les grévistes de la prison et voué toute sa tendresse aux renards. Il a promis du plomb au peuple insolent et indocile ; il a approvisionné la caserne Alexandre d'obus, destinés à servir contre le peuple ; il a contraint ses soldats à marcher contre les ouvriers coupables d'user de leur liberté politique, pour manifester et faire grève ; il a imposé à l'Allemagne un gouvernement presque autocratique ; il a prémédité la suppression de la Constitution d'Alsace-Lorraine ; il est enfin le chef militaire du peuple allemand, sur qui retombe, devant le peuple allemand et l'humanité entière, la responsabilité principale de cette guerre abominable.

Il est aujourd'hui identique à ce qu'il était avant la guerre, lorsqu'il provoquait la catastrophe. Il pense identiquement comme alors. Il vous opprimerait et vous torturerait de même à l'avenir, si vous ne le mettez dans l'impuissance de nuire. Et le manifeste de Hindenbourg ! Et ses avertissements contre la propagande ennemie ! Qui ne voit que c'est là un truc grossier. Les manifestes révolutionnaires ne sont pas l'œuvre d'ennemis qui veulent vous égarer et vous abattre. Ils sont l'œuvre de nos amis, de citoyens allemands soucieux de vous montrer le bon chemin, celui de la libération et de la légitime défense contre les Hindenbourg et les Hohenzollern.

La campagne contre les atrocités de nos ennemis commises sur les prisonniers allemands, mensonge aussi, grossier mensonge, dont on se sert pour exciter en vous la haine et le désir de com-

battre, pour s'opposer à la fraternisation avec l'ennemi, pour vous apprendre à mourir en défendant vos bourreaux allemands, plutôt que de vous rendre à l'adversaire, qui n'est pas votre ennemi.

Prends garde, peuple allemand ! Et prends garde, patrie allemande ! Défie-toi des flagorneries, des campagnes démagogiques, du mensonge cynique des Hohenzollern et des Hindenbourg et de leurs fidèles serviteurs, les socialistes gouvernementaux. De Guillaume Hohenzollern au frac ministériel de Scheidemann, le front de tes ennemis est connu.

Influence de la guerre sur la liberté politique des masses populaires

Les prophètes de malheur qui nous affirmaient que la guerre serait néfaste à la liberté des peuples et l'anéantirait, ou tout au moins retarderait son développement, ont eu raison.

A la vérité, on a promis récemment, dans la plupart des pays belligérants et dans quelques pays neutres souffrant de la guerre, une extension de liberté populaire. Des réformes ont été accomplies en Angleterre, et commencent ailleurs. Pourtant, l'état de siège est partout maintenu à des degrés différents, ainsi que la dictature militaire, ce qui prive les populations de tous les droits ; et les promesses, les réformes, dont nous venons de parler, ne sont pas la conséquence de la guerre, mais plutôt celles de la résistance à la guerre ou de la peur de cette résistance. Ce sont les fruits de la protestation contre la guerre. Ainsi s'explique l'influence démocratique du péril commun.

Bref, les tendances antidémocratiques de la guerre sont restées en force, mais en partie modifiées et en partie neutralisées par la tendance démocratique que suscite la réaction contre la guerre.

Celle-ci, d'ailleurs, n'a encore donné que des résultats purement formels. Elle a fait répandre de l'encre d'imprimerie. Car le papier est patient, surtout en temps de guerre. Que les masses soient sur leurs gardes. Si les classes dominantes et les impérialistes réussissent l'œuvre de duperie qu'ils ont en vue dans tous ces projets de démocratisation, si la manœuvre démocratique leur facilite la victoire, les masses, quels que soient leurs droits couchés sur le papier, seront matériellement débilisées par comparaison avec leur état d'avant-guerre, et ce en présence d'une classe dominante prodigieusement renforcée. Et, si même les nouveaux droits populaires acquis sur le papier demeuraient officiellement intacts, il faudrait les plus grandes luttes pour conquérir une démocratie réelle. Il y faudrait des efforts infiniment plus difficiles que nos efforts actuels. Pour donner à tout présent et à venir le bien-être matériel, pour augmenter les forces de la classe ouvrière, pour assurer la démocratie et libérer le prolétariat, les masses ont aujourd'hui, en temps de guerre, une puissance invincible. Pourvu qu'elles sortent enfin de leur torpeur et agissent à la russe !



Léon TROTSKY

L'Union populaire pour la défense de la Patrie et de la Liberté

L'Union populaire allemande pour la défense de la patrie et de la liberté, fondée sur le principe de la collaboration des classes avec la bénédiction de la Commission Centrale de ce qu'on appelle les syndicats libres, et d'autres organisations ouvrières, bleues, jaunes et noir-blanc-rouges, poursuit l'idéal « d'une sage politique réaliste dans un régime libre et démocratique ». Elle se donne un but purement prolétarien : « faire de l'Allemagne une grande puissance moderne », et souligne que le peuple allemand doit, à cette fin : 1° unir toutes ses forces (pour la guerre) ; 2° adopter une nouvelle orientation dans sa politique intérieure ; 3° avoir une politique extérieure très nette, conforme aux désirs du peuple et du gouvernement.

Il est à noter que cette organisation de paix sociale, qui a pour but d'augmenter la capacité de résistance du peuple allemand (Burgfrieden-Durchhalten-Gründung), met en vedette dans son appellation même le mot de « liberté », simple appât, tandis que son programme révèle, sans fard, sa seule raison d'être sérieuse. La guerre jusqu'au bout, jusqu'à la victoire totale (Durchhalten und Siegen), étant le moyen le plus sûr de supprimer toutes les libertés, le mot « liberté », employé dans l'appellation de l'Union, n'est qu'un mensonge, et le mot de « patrie », dans la signification que lui donne la classe dirigeante, est ici le seul à sa place. Pour être honnête, cette union devra s'appeler : « Union pour la patrie et contre la liberté », ou, plus clairement encore, « Union pour les classes dirigeantes et la guerre contre la paix et le droit des peuples ».

Nouvelle Social-Démocratie

La nouvelle social-démocratie noir-blanc-rouge, qui se livrait récemment, au partage de Würtzbourg, à une danse scabreuse ultra-réformiste, et qui a confirmé, avec une précision mathématique, notre opinion sur les bases de sa politique militaire, joint l'opportunisme grossier, un ministérialisme avoué et « collant » comme une prostituée, une parfaite platitude, devant les grands dignitaires arlequins, à la trahison et à la fourberie vis-à-vis des masses populaires... Tout ceci n'est pas nouveau, tout ceci est aussi vieux que l'existence de ce troisième sexe des politiciens hermaphrodites, habitués à spéculer sur les principes. La seule chose nouvelle, en tout ceci, c'est que l'on se sert de ce nom honorable de la social-démocratie pour désigner cette triste réalité. La valeur de cette nouvelle social-démocratie pour les classes dirigeantes nous est montrée par l'attitude des partis bourgeois, de la majorité du Reichstag et de la *Deutsche Tageszeitung*, qui a exprimé avec netteté le consentement des conservateurs mêmes à collaborer avec le nouveau groupement. « Voilà qui prouve l'accroissement de nos forces », disent les L'avid. Mais tous ceux qui ne sont pas des David savent que ceci ne prouve rien de plus que la capacité d'action corruptrice, dissolvante, débilitante, abêtissante, du nouveau parti sur la classe ouvrière.

La politique de la majorité et les réformes.

Si quelques réformes s'accomplissent à l'heure actuelle, ce n'est pas par suite de la politique de la majorité, mais contre elle, grâce à l'opposition et à la crainte inspirée par l'opposition.

Et les ridicules plumages, dont s'attifent les Scheidemannner, sont ceux d'autrui.

Karl LIEBKNECHT.



Bibliothèque

Communiste

PARIS

123, rue Montmartre

| | |
|---|--------|
| A. GLEBOV. — <i>Les Syndicats russes et la Révolution</i> (préface de Boris Souvarine)..... | 0 50 |
| KERTJENZEV. — <i>Les Alliés et la Russie</i> | 3 » |
| ALEXANDRA KOLLONTAI — <i>La Famille et l'Etat Communiste</i> | 0 40 |
| LÉNINE. — <i>La maladie infantile du Communisme</i> | 4 » |
| LÉNINE. — <i>La Révolution prolétarienne</i> | 4 » |
| LÉNINE. — <i>Lettre aux ouvriers américains</i> | 0 25 |
| LÉNINE. — <i>Les Bolcheviks et les Paysans</i> | 0 40 |
| S.-J. RUTGERS. — <i>En Russie Soviétique</i> | 0 75 |
| BORIS SOUVARINE. — <i>La 3^e Internationale</i> | épuisé |
| BORIS SOUVARINE. — <i>Eloge des Bolcheviks</i> | épuisé |
| TROTSKY. — <i>Terrorisme et Communisme</i> | 7 » |
| TROTSKY. — <i>Le Terrorisme</i> | épuisé |
| TROTSKY. — <i>Les Soviets et l'Impérialisme mondial</i> | épuisé |
| CLARA ZETKIN. — <i>Les Batailles révolutionnaires de l'Allemagne</i> | 0 75 |
| *** <i>Le Programme du Parti Communiste russe (bolchevik)</i> | 0 60 |
| *** <i>Manifeste et Résolution de l'Internationale Communiste</i> | 0 50 |
| *** <i>Hommage à la République des Soviets, par H. Barbusse, etc.</i> | 1 25 |
| *** <i>Le Monde capitaliste et l'Internationale communiste (Manifeste du 2^e Congrès)</i> | 0 75 |
| *** <i>Statuts et Résolutions de l'Internationale communiste (votés par le 2^e Congrès)</i> | épuisé |

Bulletin Communiste

Organe du Comité de la 3^e Internationale

PARAISANT LE JEUDI

Le Numéro : 50 centimes

ABONNEMENTS :

| | France | Etranger |
|---------------|--------|----------|
| 3 mois | 7 » | 8 » |
| 6 mois | 14 » | 16 » |
| 12 mois | 28 » | 32 » |

Adresser tout ce qui concerne l'Administration à
René REYNAUD, 123, rue Montmartre — PARIS

Le Gérant : R. APERCE.



Travail exécuté.
par des ouvriers payés
au tarif syndical

Imprimerie Française (Maison J. DANGON)
Georges DANGON, imprimeur
123, rue Montmartre, Paris (2^e).